

LE MOUTON RESTE CHER Flambée des prix de la viande et des abats

Lire l'article de M. Aziza page 3



Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

Notre supplément
**AUTOUR
DU MONDE**
Avec la
collaboration de
PROJECT
SYNDICATE
P. 8 & 9

Le cycle mondial
de l'eau est une
infrastructure
essentielle



PAR ERIK BERGLÖF

- Erik Berglöff est économiste en chef
de la Banque asiatique d'investisse-
ment dans les infrastructures.

L'Afrique est la clé d'une
croissance mondiale
durable



PAR HIPPOLYTE
FOFACK

- Ancien économiste en chef de la
Banque africaine d'import-export, est
Parker Fellow au Réseau des solutions
pour le développement durable de
l'université Columbia, chercheur
associé au Centre d'études africaines
de l'université Harvard, membre
émérite de la Fédération mondiale des
conseils de compétitivité et membre de
l'Académie africaine des sciences.

Leçons tirées de
l'Internet chinois soumis
à un contrôle d'âge



PAR JEREMY
DAUM

- Jeremy Daum est chercheur senior en
droit et membre senior du Paul Tsai Chi-
na Center de la Yale Law School, où il
se spécialise dans la procédure pénale
et l'application de la loi en Chine.

Comment les femmes
réussissent dans
des domaines à
prédominance masculine



PAR FERNANDA
ESTEVAN ET
BRUNA BORGES

- Fernanda Estevan
est professeure as-
sociée d'économie
à l'École d'écono-
mie de São Paulo.



- Bruna Borges est économiste et cher-
cheuse à l'Institut d'études sur les poli-
tiques de santé.

IRAN-ETATS-UNIS

« Les consultations sur les points de désaccord se poursuivent »

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



LÉGISLATIVES

Des commissions d'inspection envoyées dans plusieurs wilayas

P. 3

Iran-Etats Unis «Les consultations sur les points de désaccord se poursuivent»

**Samedi, 85^e jour de l'agression
américano-sioniste contre l'Iran.
A l'approche de l'expiration du délai de la
fin de la trêve en cours entre l'Iran et les
Etats-Unis, des acteurs régionaux appellent
à son maintien.**

Mohamed Mehdi

Dans un communiqué, Diwan de l'Emirat du Qatar a annoncé que l'émir du pays « s'est entretenu avec le président Trump » pour « consolider la trêve et apaiser les tensions dans la région », rapporte Al Jazeera. L'Agence de presse iranienne 'Tasnim', citant une source proche de l'équipe de négociation, a rapporté, vendredi, que « les pourparlers et consultations sur les points de désaccord se poursuivent » et qu'« aucun accord définitif n'a encore été conclu ».

« Le médiateur pakistanais continue de transmettre et d'échanger des propositions et des suggestions entre les deux parties », ajoute Tasnim, soulignant que « l'attention se porte actuellement exclusivement sur la question de la fin de la guerre et, tant que ce point restera en suspens, aucune autre question ne sera abordée ni négociée ».

La source de l'Agence iranienne affirme, néanmoins, que des progrès « ont été réalisés sur un certain nombre de points par rapport aux périodes précédentes », cependant, « aucun accord ne sera conclu tant qu'une formulation finale et une compréhension globale n'auront pas été trouvées sur tous les points litigieux ». Un responsable iranien a déclaré à Al Jazeera que « l'arrêt de la guerre sur tous les fronts est la condition préalable essentielle à toute négociation future ». Hier, lors de sa rencontre avec le chef d'état-major de l'armée pakistanaise, le président du Parlement iranien a déclaré que Téhéran « ne transigera pas sur les droits du peuple iranien et du pays, surtout pas avec un interlocuteur qui a manqué d'honnêteté et en qui nous n'avons pas confiance ».

AIDE HUMANITAIRE DE L'IRAK, L'OUZBÉKISTAN ET LE KAZAKHSTAN À L'IRAN

Le Croissant-Rouge iranien a annoncé, samedi, l'arrivée par voie terrestre de cargaisons d'aide humanitaire en provenance d'Irak, d'Ouzbékistan et du Kazakhstan, a rapporté l'agence Tasnim. L'Irak a envoyé « neuf camions transportant environ 180 tonnes de vivres, de médicaments et de matériel médical », dont

« 120 tonnes de denrées alimentaires, notamment du riz, de la farine, du thé, des légumineuses et diverses conserves », a précisé la vice-présidente chargée des Affaires internationales et du Droit humanitaire du Croissant-Rouge iranien. L'Ouzbékistan a également acheminé « 300 tonnes de médicaments et de fournitures médicales », alors que le chargement en provenance du Kazakhstan, a été « transporté par 30 wagons de chemin de fer pour un total de plus de 1700 tonnes, de denrées alimentaires telles que de grandes quantités de farine, de sucre et de conserves, ainsi que des médicaments et du matériel médical », ajoute la même source.

Selon la même responsable, cette aide « contribue à répondre aux besoins des populations vulnérables et touchées du pays ».

LES MISES EN GARDE DE LA FAO: «LE DÉBUT D'UN CHOC AGROALIMENTAIRE SYSTÉMIQUE»

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a alerté, mercredi, sur l'urgence de la situation à la suite de la crise du détroit d'Ormuz. « La fermeture du détroit d'Ormuz n'est pas une simple perturbation temporaire du transport maritime, mais le début d'un choc agroalimentaire systémique susceptible de déclencher une grave crise alimentaire mondiale d'ici six à douze mois », affirme l'Organisation. La FAO appelle à « mettre en place des routes commerciales alternatives », de « limiter les restrictions à l'exportation », « de protéger l'aide humanitaire et de constituer des réserves pour absorber la hausse des coûts de transport ». « Les décisions prises dès maintenant par les agriculteurs et les gouvernements concernant l'utilisation des engrais, les importations, le financement et le choix des cultures détermineront si une grave crise alimentaire mondiale éclatera dans les six à douze mois à venir », ajoute la FAO, soulignant que « l'impact est déjà visible » du fait de la hausse des prix alimentaires « sous l'effet de la flambée des coûts de l'énergie et des perturbations liées au conflit au Moyen-Orient ». Le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) a annon-

Il arrive que les hommes, même devant l'histoire, choisissent soigneusement ce qu'ils veulent voir

et ce qu'ils préfèrent oublier. Certaines pages sont gravées dans la mémoire collective, étudiées, célébrées sans fin. D'autres tragédies, tout aussi douloureuses, sombrent dans l'oubli. Reléguées au fond de la mémoire, là où le silence finit par effacer les noms..

L'histoire de Hâm Nghi commence loin d'Alger, dans le climat des rizières vietnamiennes, au milieu d'un royaume déjà fragilisé par l'appétit colonial français. Il était très jeune. Trop jeune peut-être pour être roi et porter seul le poids d'un pays menacé. En 1885, tandis que d'autres choisissaient les arrangements prudents imposés par les canons français, lui refuse de se soumettre. Il lance l'appel du «Côn Vỹông» «Aidez le roi». Quelques mots seulement mais derrière eux, une tentative désespérée de réveiller un peuple que l'occupation voulait endormir.

Il savait sans doute que l'issue était presque écrite d'avance. Les empires aiment les victoires rapides, les cartes redessinées à l'encre froide. Mais certaines défaîtes traversent le temps avec plus de grandeur que bien des triomphes officiels. Et la France coloniale, elle, n'oublia jamais cette insolence-là.

On le traque. On le capture. Puis on l'arrache à son pays comme on déracine un arbre devenu gênant. Direction : l'Algérie. Une autre colonie française. Une autre terre surveillée. Une autre blessure administrée depuis Paris avec cette mécanique impersonnelle que les empires appellent souvent «mission civilisatrice» dans leurs journaux et leurs discours d'époque comme si les mots pouvaient blanchir la violence. Ce déplacement n'avait rien d'innocent. Les puissances coloniales avaient compris, depuis longtemps, qu'éloigner un homme de sa langue, de ses odeurs familières, de ses morts et de ses souvenirs pouvait parfois le briser plus sûrement qu'une prison. Couper la mémoire. Isoler les symboles. Faire du silence une seconde condamnation.

Arrivé à Alger, Hâm Nghi découvre autre chose qu'un simple territoire d'exil. Il découvre un peuple qui comprend immédiatement ce qu'il porte en lui. Pas besoin de parler vietnamien pour reconnaître l'humiliation coloniale. Les Algériens vivaient déjà sous le même ciel confisqué.

Les mêmes terres saisies. Les mêmes résistances qualifiées de «troubles» dans les journaux officiels pendant que les villages enterraient leurs morts loin des caméras inexis-

cé, samedi, que « 25 navires ont franchi le détroit d'Ormuz lors des précédentes 24 heures ».

MARTYRE DE 5 POLICIERS LORS D'UNE FRAPPE ISRAËLIENNE DANS LE NORD DE GHAZA

« Cinq policiers sont tombés en martyrs et plusieurs autres personnes ont été blessées samedi lors d'une frappe d'un drone israélien contre une position de la police près de Sheikh Radwan,

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Un fragment de mémoire

tantes de l'époque. Un roi déchu venu d'Asie... et un peuple colonisé d'Afrique du Nord qui voyait en lui plus qu'un étranger.

Une familiarité de douleur. Hâm Nghi reste. Les années passent. Il peint. Il sculpte. Il tente de fabriquer un refuge intérieur avec des couleurs, des formes, des gestes patients. Comme si l'art pouvait parfois empêcher l'exil de tout dévorer. Mais derrière l'artiste demeurait toujours cet homme séparé de sa terre natale par des océans et par la violence politique de son temps.

Il mourra à El Biar, en 1944. Image presque irréaliste lorsqu'on y pense aujourd'hui : un empereur vietnamien enterré sur une terre algérienne encore colonisée tandis qu'au même moment, dans les deux pays, d'autres hommes poursuivent la lutte contre le même empire. Deux peuples éloignés géographiquement, mais enfermés dans une histoire commune que les manuels scolaires résument.

Et c'est peut-être cela, au fond, que cette histoire raconte vraiment.

Pas seulement l'exil d'un homme. Mais la manière dont les peuples colonisés finissent toujours par se reconnaître entre eux, même séparés par des mers entières. Un Algérien regardant le Vietnam reconnaissait aussitôt quelque chose de familier : les villages écrasés au nom de l'ordre, les résistants transformés en «rebelles» dans les récits officiels, les identités sommées de disparaître pour entrer dans le moule impérial.

Et plus tard, lorsque le Vietnam observera la guerre de Libération algérienne, il y retrouvera son propre reflet, la même fatigue, la même obstination, la même dignité têtue face à une puissance qui semblait invincible. Lorsque le Général Giáp viendra plus tard saluer l'Algérie indépendante, ce ne sera pas une simple visite diplomatique soigneusement photographiée pour les archives. Derrière les discours officiels, il existait autre chose. Une mémoire partagée. Presque charnelle. Celle des longues nuits de résistance, des peuples qui apprennent à vivre avec la peur sans jamais totalement céder, des nations qui comprennent que la liberté coûte terriblement cher.

Peut-être que Hâm Nghi, quelque part dans cette histoire immense, reste le symbole discret de ce lien invisible entre Alger et Hanoï. Un homme déplacé par un empire devenu malgré lui le témoin silencieux d'une fraternité née dans la douleur, la mémoire et le refus obstiné de disparaître.

passé à 72.783 martyrs et 172.779 blessés, ajoute le ministère. Par ailleurs, dans un communiqué rendu public jeudi, le ministère de la Santé a annoncé que « 28 malades et 49 accompagnateurs » ont quitté le jour même la bande de Gaza via le point de passage de Rafah pour recevoir des soins à l'étranger.

Le ministère a rappelé que des « milliers de patients et de blessés attendent toujours l'autorisation de voyager pour terminer leur traitement hors de la bande de Gaza ».

Le mouton reste cher Flambée des prix de la viande et des abats



M. Aziza

Atrois jours de la célébration de l'Aïd El-Adha, les prix des moutons locaux demeurent particulièrement élevés. Sur les marchés à bestiaux, les tarifs oscillent entre 120.000 et 130.000 DA pour des moutons de taille moyenne. Les bêtes proposées entre 60.000 et 70.000 DA se font, quant à elles, de plus en plus rares.

Des prix jugés excessifs et largement hors de portée pour de nombreux ménages de la classe moyenne. Parallèlement, les abats, autrefois considérés comme une alternative accessible pour les familles modestes et démunies, connaissent eux aussi une flambée spectaculaire à l'approche de l'Aïd. Ainsi, un pack complet comprenant tripes, poumons, foie, cœur, tête et pieds de mouton est proposé jusqu'à 20.000 DA.

Le prix de la « douara » (tripes et poumons de mouton), vendue sans le foie, varie généralement entre 3.500 et 4.000 DA, voire plus. Il en est de même pour le « bouzelouf » (tête et pieds de mouton) dont les prix se situent entre 3.500 et 4.000 DA l'ensemble, notamment à Alger. De son côté, le prix d'un ensemble complet foie-cœur d'agneau oscille entre 9.000 et 10.000 DA.

Concernant la viande rouge locale commercialisée en boucherie, les prix varient globalement entre 2.500 et 3.000 DA le kilogramme, tandis que la viande rouge importée est proposée à partir de 1.700 DA/kg.

Face à cette situation, l'Association nationale « El Amane » pour la protection des consommateurs a demandé, à travers un communiqué rendu public,

l'ouverture d'une enquête approfondie sur cette envolée des prix, jugée injustifiée. L'association dénonce cette hausse et exprime sa profonde inquiétude quant à une situation qui pèse lourdement sur les familles algériennes, privant de nombreux citoyens de l'accomplissement de ce rite religieux.

Et ce, malgré, souligne l'association, les efforts et les mesures prises par l'État pour soutenir le marché et garantir la disponibilité des moutons destinés au sacrifice. Selon elle, la réalité révèle l'existence de dérives spéculatives et de pratiques illégales ayant contribué à l'envolée des prix.

L'association appelle ainsi les autorités compétentes à identifier les véritables causes de cette hausse, à dévoiler les parties impliquées dans la spéculation et la manipulation des prix, et à prendre des mesures strictes contre les pratiques illégales, notamment le monopole, la spéculation et l'exploitation des besoins des citoyens à l'occasion de cette fête religieuse.

Elle souligne également que l'Algérie dispose de ressources naturelles et économiques importantes lui permettant de bâtir une filière nationale forte et organisée pour la production de viande, grâce à la diversité de son élevage (ovins, bovins, caprins et camelins), garantissant ainsi l'abondance des produits et la stabilité des prix.

Enfin, l'association insiste sur la nécessité d'adopter une vision nationale à moyen et long terme visant à réorganiser cette filière, soutenir les véritables éleveurs, encourager l'investissement agricole, développer la recherche scientifique et assurer la disponibilité de la viande à des prix raisonnables tout au long de l'année, particulièrement durant l'Aïd.

Aïd El-Adha Plus de 53.000 commerçants mobilisés pour assurer la permanence

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a tracé un programme spécial de permanence à l'occasion de la fête de l'Aïd El-Adha 2026, prévoyant la mobilisation de 53.771 commerçants à travers les différentes wilayas du pays, afin de garantir un approvisionnement régulier des citoyens en produits de large consommation et en services nécessaires, indique samedi un communiqué du ministère.

Les commerçants mobilisés se répartissent entre 6.602 boulangeries, 28.663 commerçants exerçant dans des activités liées aux produits alimentaires généraux, ainsi qu'aux fruits et légumes, outre 17.905 autres activant dans divers domaines d'activités, selon la même source,

541 unités de production, dont 336 minoteries, 159 laiteries, et 46 unités de production d'eau minérale sont également mobilisées au titre de ce programme spécial, en vue de garantir la conti-

nuité de l'approvisionnement et d'éviter toute perturbation sur le marché durant les jours de l'Aïd, ajoute le communiqué.

Ce programme de permanence s'inscrit dans le cadre de l'application des dispositions de la loi relative aux conditions d'exercice des activités commerciales, et en exécution des instructions de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, précise le document, ajoutant que 2.684 agents de contrôle ont été mobilisés pour veiller au respect, par les commerçants concernés, de leurs obligations durant la période de l'Aïd. Dans ce même contexte, le ministère a rappelé la mise à disposition de l'application électronique "MORAFIK COM", qui permet aux citoyens de consulter la liste des commerçants concernés par la permanence, avec la possibilité de signaler les commerçants contrevenants, permettant ainsi une intervention rapide et la prise des mesures nécessaires.

Législatives Des commissions d'inspection envoyées dans plusieurs wilayas

Des commissions d'inspection centrales ont été dépêchées dans plusieurs wilayas dans le cadre de l'accompagnement des collectivités locales et du suivi de l'état d'avancement des préparatifs logistiques liés aux législatives prévues le 2 juillet prochain, indique samedi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

"En application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, visant à garantir une préparation logistique opti-

male pour les prochaines élections législatives, des commissions d'inspection centrales ont été dépêchées dans plusieurs wilayas dans le cadre de l'accompagnement des collectivités locales et du suivi de l'état d'avancement des préparatifs logistiques liés aux législatives prévues le 2 juillet prochain", précise la même source.

Ces visites ont donné lieu à des réunions de coordination avec les autorités locales et les cadres de l'administration locale, en présence des représentants des délégations de wilaya de l'Autorité

nationale indépendante des élections (ANIE), au cours desquelles "a été évalué le niveau de préparation relatif à l'aménagement des sièges, à l'équipement des centres et bureaux de vote, et à la mobilisation des différents moyens logistiques destinés à assurer le bon déroulement de ce rendez-vous national".

Les visites de terrain ont également permis d'"inspecter les sièges des délégations de wilaya et communales de l'ANIE, ainsi que les structures et équipements destinés à l'opération électorale", conclut le communiqué.

Raïna Raïkoum

Amine Bouali

Derrière les montagnes

Nous passons une partie de notre vie à attendre que

les choses s'arrangent, que les obstacles disparaissent, que le chemin se dégage enfin devant nous. Comme si le bonheur, la réussite ou simplement l'apaisement devaient surgir d'un seul coup, presque naturellement. Mais les choses se passent rarement ainsi.

Les buts que nous nous fixons dans la vie demandent le plus souvent de la patience, de l'effort et cette part de chance que personne ne maîtrise vraiment. Rien, en tout cas, qui ressemble à un miracle. Seulement une construction lente, parfois éprouvante, dont l'issue demeure toujours incertaine.

Nous avons, par ailleurs, tendance à voir les difficultés que nous rencontrons comme des anomalies ou des injustices. Pourtant, elles font partie du voyage. Les montagnes qui nous font face nous appren-

nent l'humilité, la résilience et cette capacité à avancer malgré le doute et la peur d'échouer.

Avec le recul, beaucoup découvrent que certaines périodes difficiles ont davantage compté que les moments où tout paraissait aisé. Non pas qu'il faille glorifier l'infortune ou l'adversité, mais parce qu'elles transforment profondément notre regard et notre manière d'aller de l'avant.

Au fond, derrière les montagnes, chacun cherche sa propre prairie ensoleillée : un lieu intérieur où la vie prend sens. Mais cette lumière ne tombe pas du ciel. Elle se construit dans la durée, au fil des épreuves traversées.

Et c'est peut-être cela, la grande leçon du temps : les chemins escarpés ne sont pas toujours là pour nous freiner ou nous faire renoncer. Parfois, ils sont là pour nous rendre plus forts, et peut-être même meilleurs.

Mascara Trois morts et 4 blessés dans une collision

Belkecir Mohamed

Un tragique accident de la route s'est produit dans la commune d'Aïn Fekan, dans la wilaya de Mascara. Trois personnes, âgées de 5 à 33

ans, sont décédées et quatre autres ont été blessées. Une collision s'est produite entre un véhicule utilitaire et un véhicule léger, sur la route reliant la RN 7 au chemin de wilaya n° 58, vendredi à 20h30. Les

blessés ont été évacués par la protection civile à l'hôpital. Les dépouilles des victimes ont été transférées à la morgue. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances du drame.

Laghouat Plus de 34 kg de cocaïne saisis

Les services de police ont procédé, en coordination avec les services des douanes de Djelfa et de Laghouat, à la saisie de plus de 34 kg de cocaïne et de plus de 17 kg de kif traité, a indiqué vendredi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Il s'agit de deux opérations menées à Djelfa et à Laghouat, où "les éléments du service central de lutte contre le trafic illicite des stupéfiants relevant de la Sûreté nationale ont procédé, en coordination avec les services des douanes, à la saisie de plus de 34 kg de cocaïne,

de plus de 17 kg de kif traité, ainsi qu'à l'arrestation de 14 individus et à la récupération d'un montant estimé à 1 milliard et 140 millions de centimes provenant des revenus du trafic", précise le communiqué.

La première opération s'est soldée par "la saisie d'une quantité de cocaïne à bord d'un véhicule de tourisme dans la ville de Laghouat, qui était soigneusement dissimulée dans l'une des cavités internes du châssis, avec l'arrestation du conducteur du véhicule et de cinq autres membres du réseau criminel, dont une femme, et la saisie

de produits pharmaceutiques utilisés dans la préparation des stupéfiants".

La deuxième opération a permis "la saisie de plus de 17 kg de kif traité à l'intérieur d'un véhicule intercepté au niveau de la sortie sud de la wilaya de Djelfa et l'arrestation de huit membres du réseau criminel".

Les mis en cause "ont été présentés respectivement devant le procureur de la République près le pôle judiciaire spécialisé de Sidi M'hamed à Alger et devant le procureur de la République près le tribunal de Rouiba", conclut le communiqué.



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME, DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE
AGENCE NATIONALE DE L'AMELIORATION ET DU DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT
Lotissement Saïd Hamdine Bir Mourad Rais – ALGER
N° Identification fiscale : 000016001405697
A. A. D. L

**PROGRAMME DE LOGEMENTS LOCATION-VENTE
CONCOURS NATIONAL D'ARCHITECTURE RESTREINT
(MAITRISE D'ŒUVRE)**

ÉTUDE ET SUIVI DE LA RÉALISATION DES 1000 LOGEMENTS LOCATION-VENTE EN TCE AVEC LOCAUX À USAGE COMMERCIAL, PROFESSIONNEL ET CONCIERGERIES Y COMPRIS LES TRAVAUX DE VIABILISATION AU SITE 04 POLE URBAIN AHMED ZABANA, COMMUNE DE MESSERGHINE, DAIRA DE BOUTLELIS, WILAYA D'ORAN.

**AADL 03 « TRANCHE 300 000 LOGEMENTS »
ZONE 01
N° 36 / 26 /-AADL-ORAN**

En application aux dispositions de la Loi n° 12-23 du 18 Moharram 1445 correspondant au 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et l'article 42, 47 et 48 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public L'AGENCE NATIONALE DE L'AMELIORATION ET DU DEVELOPPEMENT DU LOGEMENT « AADL » - Direction Régionale D'ORAN lance un Concours National d'Architecture restreint (Maîtrise d'œuvre) pour Étude Et Suivi De La Réalisation Des 1000 Logements Location- Vente En TCE Avec Locaux À Usage Commercial, Professionnel Et Conciérgeries Y Compris Les Travaux De Viabilisation Au Site 04 Pole Urbain Ahmed Zabana, Commune De Messerghine, Daira De Boutlelis, Wilaya D'Oran.

Le présent concours national d'architecture restreint (maîtrise d'œuvre), destiné aux architectes et aux bureaux d'études nationaux inscrits dans le tableau national de l'ordre des architectes et en possession d'un agrément en cours de validité, justifiant des capacités techniques, professionnelles et financières suivantes :
Capacité professionnelle :

1)CAS DE SOUMISSIONNAIRE SEUL :

a. Capacités professionnelles

- Une copie de l'agrément de l'année en cours, délivré par l'ordre national des architectes.

b. Capacité financière :

Les candidats ou soumissionnaires ayant un chiffre d'affaires égal ou supérieur à 20 000 000,00 DA. Il s'agit du chiffre d'affaires cumulé des cinq (05) meilleurs bilans des six (06) dernières années des (2020, 2021, 2022, 2023, 2024 ou 2025 éventuellement), justifié par les déclarations des impôts forfaitaires uniques ou des bilans financiers visés par les services des impôts, ou par le certificat d'existence C20 délivrés et visés par les services des impôts.

- Capacités techniques :

- Références professionnelles :

- Ayant déjà assuré la mission d'étude et de suivi, d'au moins :
 - Un cumul de 400 logements en TCE en prenant en considération les projets minimum de 150 logements en TCE.
 - Ou un projet d'équipement classé à la catégorie « C ».
 - Ou deux (02) projets d'équipement classés à la catégorie « B ».

Les références professionnelles sont à justifier par des attestations de bonne exécution ou d'exécution des projets réceptionnés contenant :

- L'intitulé et la catégorie du projet
- Le montant du projet
- La date de réception provisoire ou définitive.

Délivrées par : des maîtres d'ouvrage publics.

Les promoteurs ou opérateurs privés ayant réalisés des logements ou équipement sont tenus de présenter des attestations délivrées par les Directions de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction, ou de la Direction du logement, justifiant la mission étude et suivi (logements ou équipement) des projets réalisés conformément à la réglementation en vigueur.

Ces attestations doivent contenir obligatoirement les informations suivantes :

- L'intitulé et la catégorie du projet
- La référence et la date du permis de construire.
- Certificat de conformité
- Le montant du projet (déclaré par l'opérateur sur le devis joint à la demande du permis de construire)

- Moyens humains :

Disposant au minimum le personnel suivant :

- Un (01) chef de projet Architecte ou ingénieur ou master en bâtiment ayant une expérience minimum de 04 ans.
- Un (01) Architecte ou ingénieur ou master en bâtiment ayant une expérience minimum de 03 ans.

Justifiés par : les diplômes, attestation d'affiliation CNAS, CASNOS et fiche carrière, Contrat ANEM.

NB :

Les capacités des sous-traitants sont aussi prises en considération à la condition d'existence entre le candidat et les sous-traitants, ingénieurs agréés, bureaux d'études techniques uni-disciplinaires ou pluridisciplinaires, de relation juridique sous forme de contrat notarié.

- Moyens matériels :

- Disposant au minimum les moyens matériels suivants :
 - Deux (02) véhicules automobiles
 - Deux (02) micro-ordinateurs ;
 - Deux (02) imprimantes ;

Justifiés par les pièces suivantes :

- Carte grise et police d'assurances en cours de validité pour le véhicule automobile.
- procès-verbal de constat récent d'huissier de justice justifiant la propriété du matériel et les références appuyés par facture d'achat ou un acte de vente notarié, le cas échéant datant de Six (06) mois au maximum avant la date d'ouverture des plis pour le matériel non roulant.

2)CAS DE SOUMISSION EN GROUPEMENT :

Pour justifier de l'éligibilité du soumissionnaire en groupement solidaire d'architectes et/ou de bureaux d'études, il sera tenu compte des capacités de l'ensemble des membres du groupement. A ce titre, les membres du groupement ne sont pas tenus de justifier individuellement de l'ensemble des capacités exigées, dans le cahier des charges, mais chaque membre doit présenter un agrément valide.

Le groupement doit être impérativement solidaire.

Conformément aux articles 57, 77 et 81 du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le soumissionnaire ne peut participer qu'une seule fois au sein d'un groupement à l'occasion des différents appels à la concurrence des programmes de logement location-vente AADL 3

(300 000 logts-tranche 2026), faute de quoi les groupements concernés par la participation d'un soumissionnaire au sein de plus d'un groupement seront écartés.

NB :

- Si l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfaite, l'offre sera éliminée systématiquement.
- Le dossier de candidature ne fera pas l'objet d'un complément de dossier.
- Les moyens humains et matériels ayant servi à l'éligibilité du soumissionnaire ne sont pas sujets à notation lors de l'évaluation technique.
- Les moyens humains ayant été utilisés dans un autre projet location-vente en cours, ou un projet objet d'appel d'offres (concours) AADL3 ; ne peuvent être pris en compte au présent concours.

Le cahier des charges du concours sera retiré auprès de la Direction de l'Agence Régionale AADL ORAN sis Bloc n°23 cite 1377 logts USTO Bir EL Djir -Oran , contre la somme de Vingt Mille Dinars (20.000,00 DA) non remboursable versée au compte N° 004 00416401002754607 Auprès de la banque CPA, représente les frais de reproduction.

Le cahier des charges doit être retiré par le candidat ou le soumissionnaire ou leurs représentants désignés à cet effet, dans le cas d'un groupement momentané, le cahier des charges doit être retiré par le mandataire ou son représentant désigné à cet effet, sauf stipulation contraires dans la convention de groupement. Seuls les candidats qui auront retiré le cahier des charges, sont autorisés à participer au concours national d'architecture restreint.

Conformément à l'article 67 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics, Les candidats intéressés par le présent concours national d'architecture restreint (maîtrise d'œuvre) pour l'étude et suivi sont invités à remettre le dossier de candidature inséré dans une enveloppe cachetée, qui comprend :

1. Une déclaration de candidature selon modèle ci-joint, remplie, datée, signée par le soumissionnaire et portant son cachet ;
2. Une déclaration de probité ; selon modèle ci-joint, remplie, datée, signée par le soumissionnaire et portant son cachet ;
3. La déclaration de sous-traitant ; selon modèle ci-joint, remplie, datée, signée par le soumissionnaire et portant son cachet
4. Une copie du statut pour les personnes morales ;
5. Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, conformément aux conditions d'éligibilité contenues dans l'article 03 du présent cahier des charges.
6. Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager le soumissionnaire.

Cette enveloppe est mise dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention citée ci-dessus :

**A Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale AADL Oran
« Concours National d'Architecture Restreint N°/.....
Maîtrise d'œuvre de**

**« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture
des plis et d'évaluation des offres »**

L'offre doit être déposée dans les délais requis à l'adresse ci-après :

La Direction de l'Agence Régionale AADL d'ORAN

Le Secrétariat Régional 6ème étage

Sis au BLOC N° 23 cite 1377 logts -USTO - BIR EL DJIR -ORAN

la durée de préparation des offres est fixée ci-dessous à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel à la concurrence, dans la presse écrite ou BOMOP ou presse électronique ou le portail électronique des marchés publics, selon les phases suivantes :

- **10 jours pour le dossier de candidature ;** les candidats sont invités dans une première phase à remettre uniquement les plis des dossiers de candidature.

NB :Le dossier de candidature ne fera pas l'objet d'un complément de dossier.

- **21 jours pour l'offre technique, prestations et financière ;** Les candidats présélectionnés, seront invités par voie de presse écrite et BOMOP et presse électronique et le portail électronique des marchés publics à remettre leurs offres techniques, de prestations et financières.

La date et l'heure limite de dépôt des dossiers candidatures correspondent au dernier jour de la durée de préparation, soit le Dixième jour (10) au plus tard à 12h00 (heure limite) à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel à la concurrence dans la presse écrite ou le BOMOP ou presse électronique ou le portail électronique des marchés publics.

Si le jour de dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le dépôt des offres se fera le jour ouvrable suivant.

L'ouverture des dossiers de candidature intervient à la date et à l'heure du dernier jour du délai de préparation des offres y afférent, à 13 h00.

Le service contractant invite l'ensemble des soumissionnaires à participer à la séance d'ouverture des dossiers de candidature, préalablement informés dans l'avis du concours national.

La durée de validité de l'offre est de **quatre-vingt-dix (90) jours** augmenté de la durée de préparation des offres, à compter de la date de séance d'ouverture des plis.

**LE DIRECTEUR REGIONAL
AADL ORAN**

Réformer la gestion hospitalière en Algérie Sortir du discours, entrer dans le réel

**«Le savoir n'a d'intérêt que s'il nous permet d'agir» Szczepan Yamenski
«Il est plus facile de savoir comment on fait une chose
que de la faire» proverbe chinois**



Par Boudina Rachid*

La récente prise de position du directeur de l'EHU d'Oran, plaidant pour l'introduction d'outils modernes de gestion tels que le budget-programme ou les contrats de performance, mérite d'être saluée pour ce qu'elle est : une volonté affichée de modernisation. Toutefois elle appelle, dans le même mouvement, une mise en perspective lucide. Car si ces instruments ont fait leurs preuves dans des environnements administratifs adaptés, leur transposition mécanique au sein des établissements publics de santé algériens CHU, EHS, EPH, EPSP pose une question fondamentale : peut-on exiger des résultats modernes d'un système encore structuré par des logiques anciennes ?

La réponse est connue, mais trop rarement assumée : non, pas sans adaptation profonde et sans appropriation d'outils de gestion et de manuels de procédures performants. On verra d'ailleurs que ce n'est pas suffisant.

UN SYSTÈME CONTRAINT PAR SA PROPRE ARCHITECTURE

Les établissements publics de santé en Algérie ne souffrent pas d'un manque d'idées. Ils souffrent d'un excès de contraintes qui se superposent. Régis par le droit de la fonction publique et soumis à la comptabilité publique, ils évoluent dans un cadre où la régularité prime sur l'efficacité, où la conformité l'emporte sur la performance, et où la décision est souvent diluée dans des chaînes administratives complexes.

Dans ce contexte, introduire des outils comme le budget-programme ou les contrats de performance sans repenser les conditions de leur mise en œuvre revient à empiler une logique de résultats à un système conçu pour sécuriser les moyens. L'écart n'est pas seulement technique : il est structurel.

LE MALENTENDU DE LA MODERNISATION

Le discours sur la modernisation hospitalière repose souvent sur un malentendu : celui de croire que l'outil – un logiciel par exemple – crée la réforme. En réalité, c'est l'inverse. Les outils de gestion ne produisent des effets que dans un environnement qui les rend opérants.

Un contrat de performance n'a de sens que si les acteurs disposent d'une marge de décision réelle, si les objectifs sont mesurables et fiables, et si les responsabilités sont clairement identifiées. Or, dans l'état actuel, ces conditions sont rarement réunies. L'hôpital public fonctionne encore largement sur une logique implicite, personnalisée, et peu formalisée. La gestion y est souvent subie, plus que pilotée.

UNE LIMITE SYSTÉMIQUE : LE POINT FAIBLE DE LA MESURE DANS L'ACTION PUBLIQUE

Il serait toutefois réducteur de cantonner cette analyse au seul secteur hospitalier. Les difficultés observées dans les établissements de santé traduisent un dénominateur de large portée : celui d'un appareil administratif encore insuffisamment pourvu pour se mesurer lui-même.

L'action publique demeure, pour l'essentiel, organisée autour d'une logique de moyens crédits consommés, effectifs mobilisés, procédures respectées sans que soient systématiquement interrogés les résultats produits, les coûts réels des activités, ou l'efficacité globale des organisations. Autrement dit, l'État agit, mais se mesure peu.

C'est ici qu'intervient un chantier souvent mal compris : celui de l'introduction d'une véritable culture d'«accounting». Non pas au sens étroit d'une comptabilité financière supplémentaire, mais comme un ensemble d'outils permettant de décrire l'activité, d'en

analyser les coûts, et d'en rendre compte de manière intelligible. Sans cette capacité de mesure, toute ambition de pilotage reste largement théorique.

Pourtant, pour ne parler que de la gestion des ressources humaines en administration publique, l'idée n'est pas nouvelle, ni qu'elle soit simplement spontanée. En effet, la loi n° 18-15 du 2 septembre 2018 relative aux lois de finances est passée par là, prescrivant et enjoignant que la gestion doit se concentrer sur une stratégie visant l'obtention de résultats concrets et mesurables, plutôt que sur la simple réalisation d'activités ou la consommation de moyens. Souvenons-nous aussi qu'en application de cette loi, le décret 20-335 du 22 novembre 2020 a stipulé que « les propositions formulées par les ministres (...) entrent dans le cadre du CBMT (cadre budgétaire à moyen terme) et dans la limite des plafonds fixés dans la répartition des dépenses par portefeuille de programmes. D'où, on doit comprendre que la gestion des ressources humaines de l'Etat, le module le plus important de la gestion publique, doit être entièrement basé sur la prévention et l'anticipation. Dans ce même registre et tout pareillement, les dispositions du décret exécutif 20-403 du 29 décembre 2020 fixant les conditions de maturation et d'inscription des programmes, déclarant en son article 3 que « (...) les crédits budgétaires et les résultats attendus des programmes doivent être évalués et justifiés en fonction des objectifs poursuivis (...), démontrent qu'il n'y a pas raison plus explicite et plus engageante pour que l'administration instaure une gestion prévisionnelle de ses ressources humaines. On n'en n'est pas là. La routine a pris le dessus.

Sur le terrain, l'hôpital public concentre, à lui seul, toutes les tensions de cette absence de prévision : intensité de l'activité, pression sur les ressources, multiplicité des acteurs, et pourtant faible lisibilité des coûts et des résultats.

UNE AUTRE VOIE : RÉFORMER PAR LE RÉEL

Plutôt que d'importer des modèles, il convient d'ancrer la réforme dans le fonctionnement concret de nos établissements. Cela suppose une approche progressive, pragmatique, et juridiquement sécurisée.

La première priorité n'est pas la performance affichée, mais la régularité maîtrisée. Un établissement qui ne sécurise pas ses procédures ne peut prétendre optimiser ses résultats. Il est donc impératif de standardiser les circuits essentiels approvisionnement, admission, prise en charge, sortie afin de réduire les dysfonctionnements et de stabiliser les pratiques.

La deuxième priorité consiste à introduire un pilotage opérationnel minimal mais structuré. Il ne s'agit pas de déployer des systèmes complexes, mais de suivre quelques indicateurs clés : taux d'occupation des lits, durée moyenne de séjour, continuité des approvisionnements, connaître et suivre le volume d'activité. Ce socle, pour peu qu'il soit partagé et discuté régulièrement, permet déjà de transformer la prise de décision.

La troisième priorité touche à la gouvernance interne. Les établissements sont majoritairement dirigés par des médecins dont la compétence clinique n'est pas en cause, il faut même les féliciter pour avoir répondu présent lors de la dernière réforme de la carte sanitaire avec la création des EPH et des EPSP. Cependant, il faut se rendre à l'évidence et reconnaître qu'ils ne sont pas préparés à assumer seuls des responsabilités de gestion. Plutôt que d'opposer médical et administratif, il convient d'organiser leur articulation, en introduisant des fonctions d'appui dédiées au suivi, à l'organisation et à la continuité des décisions.

Enfin, il est possible - sans réforme législative immédiate - d'instaurer des protocoles internes de gestion, formalisés et stabilisés. Ces règles, simples mais opposables, permettent de réduire l'arbitraire, d'améliorer la traçabilité et d'installer progressivement une culture de responsabilité.

UNE OPTION À NE PAS RECULER : ASSUMER UNE RÉFORME DES STATUTS DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ

Une approche pragmatique ne saurait constituer un horizon définitif. Elle doit être envisagée comme une étape préparatoire à une évolution plus profonde des modes de gestion de l'action publique.

Peut-on durablement exiger des établissements publics qu'ils produisent des résultats mesurables sans leur donner les instruments pour se connaître et se piloter ? Peut-on continuer à concilier, sans tension, une logique de stricte conformité budgétaire et une exigence croissante d'efficacité ? Ces questions, longtemps éludées, ne doivent pas, ou ne doivent plus être évitées.

Une évolution vers davantage d'autonomie, accompagnée de mécanismes de responsabilité et d'outils d'évaluation robustes, apparaît inévitable. Mais elle ne pourra produire d'effets que si elle s'appuie sur un socle préalable : celui d'une administration capable de mesurer son activité et de rendre compte de ses résultats.

Conclusion :

La modernisation de la gestion hospitalière ne se décrète pas à partir d'outils. Elle suppose une transformation progressive des pratiques, des méthodes et, plus largement, de la culture administrative elle-même.

L'enjeu n'est pas d'importer des modèles, mais de construire les conditions de leur efficacité. C'est à ce prix que la réforme pourra dépasser le stade du discours pour s'inscrire durablement dans le fonctionnement réel des établissements publics de santé.

*inspecteur en chef
de la fonction publique retraité

Projet de réhabilitation de l'oued El Mohgoun Les travaux avancent à une cadence appréciable



K. Assia

Les travaux de réhabilitation de l'oued El Mohgoun dans la commune d'Arzew se poursuivent à un rythme très avancé. Ce projet d'envergure porte sur la réalisation de deux collecteurs principaux qui vont dans le sens de l'oued et qui permettront de transférer les différentes canalisations d'assainissement des eaux usées et de les raccorder au réseau principal. Une opération technique d'envergure qui mettra un terme au débordement des eaux usées et répondra ainsi aux attentes de la population en matière d'environnement et de santé publique. Ainsi, grâce à ce projet, l'oued sera dépollué et vidé de toute eau réutilisée et une fois les travaux achevés, une seconde étape de l'opération sera lancée et qui consiste au pompage de l'eau de mer. L'oued El Mohgoun retrouvera ainsi sa vocation environnementale et urbaine.

Dans ce registre, et selon une première évaluation des travaux lancés jusqu'à présent, on saura que le projet a atteint une étape importante qui est le passage de ces collecteurs près du stade Mustapha Zitouni. Cette phase technique précise reflète les grands progrès enregistrés dans le projet et le taux de réalisation avancé. Sur ce, les travaux de réhabilitation et d'aménagement de cet oued constituent l'une des plus importantes opérations structurelles lancées. Un véritable point noir qui envenimait le quotidien de milliers de riverains. Notons que deux projets structurants et d'utilité publique ont été réceptionnés, il y a quelques mois, dans le quartier de Haï Zabana, sur les hauteurs de la ville d'Arzew. Il s'agit tout d'abord du projet de réhabilitation du réseau d'assainissement des eaux usées, et ce, en allant du lycée Ahmed Zabana jusqu'à l'école Belkebir Mohamed, une opération tant

attendue par la population puisque ce réseau n'a pas été réhabilité pendant plus de 40 ans, et ce, depuis la réalisation de cette cité.

Lors d'une sortie sur site effectuée par M. Belkheir Djillali, président de l'APC d'Arzew, et à laquelle ont pris part les cadres de la direction technique de la commune, le représentant de la direction des ressources en eau, l'ingénieur du contrôle technique et l'entreprise chargée de la réalisation des travaux, l'accent avait été mis sur l'impact considérable de ce projet dans l'amélioration du cadre de vie des habitants surtout que cette zone qualifiée de sensible connaît des débordements en matière d'eaux pluviales et aussi d'eaux usées. Pour ce qui est du second projet, celui-ci porte sur la réhabilitation du réseau d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales au site dit Haï 20 lots, toujours dans le quartier de Haï Zabana.

Office national de l'enseignement et de la formation à distance Début aujourd'hui des examens d'attestation de niveau

J. Boukraa

La session 2026 des examens d'attestation de niveau de l'Office national de l'enseignement et de la formation à distance (ONEFD) débute aujourd'hui, avec la participation de 17.631 candidats répartis sur 58 centres d'examen à travers plusieurs communes au niveau de la wilaya d'Oran. Pour assurer le bon déroulement de cette échéance nationale, 4.118 personnels ont été mobilisés pour l'encadrement, l'organisation et la supervision des épreuves,

dans le cadre d'un dispositif mis en place en coordination avec différents secteurs concernés. Cet examen national concerne des apprenants issus des différents niveaux de l'enseignement à distance et constitue une étape importante dans leur parcours scolaire. Les autorités ont souligné que l'État veille chaque année à la réussite de cette opération en mobilisant tous les moyens humains et logistiques nécessaires afin de garantir des conditions d'examen optimales.

Ces examens représentent une véritable

deuxième chance pour les personnes ayant quitté les bancs de l'école, mais aussi pour les citoyens souhaitant améliorer leur niveau d'instruction et obtenir des diplômes tels que le Brevet d'enseignement moyen (BEM) ou le baccalauréat. Dans un contexte marqué par l'évolution des méthodes d'apprentissage et le développement croissant de l'enseignement à distance, le système de l'ONEFD continue de jouer un rôle essentiel dans la démocratisation de l'accès à l'éducation et la promotion de la formation tout au long de la vie.

TRO Abdelkader Alloula Clôture des Journées d'Oran du théâtre universitaire

Les activités des Journées d'Oran du théâtre universitaire, organisées au Théâtre régional Abdelkader Alloula de la ville, ont pris fin jeudi. Cette manifestation, qui s'est déroulée durant trois jours, s'est achevée par une série de recommandations visant à promouvoir le théâtre universitaire et à valoriser les talents créatifs du quatrième art, selon les organisateurs. Ces recommandations portent notamment sur une implication plus importante de l'étudiant dans l'action théâtrale, l'organisation de la prochaine édition avec un plus grand nombre de représentations et l'attribution d'un caractère compétitif à cette manifestation, a indiqué le président de la troupe «Nouveau Théâtre» de l'Institut des arts de l'Université Oran 1 Ahmed Ben Bella, Yahia Zineddine Benhamou.

Les participants à ce rendez-vous théâtral, organisé dans le cadre du programme de la troisième saison de la manifestation «Le théâtre dans l'enceinte universitaire», ont salué le rôle de la troupe «Nouveau Théâtre» dans l'organisation de cette première édition des Journées d'Oran du théâtre universitaire, en coordination avec le Théâtre régional Abdelkader Alloula.

Dans le cadre de cette manifestation, organisée également à l'occasion de la Journée nationale de l'étudiant, 43 étudiants ont bénéficié de formations dans les spécialités du «théâtre pour enfants», de «l'analyse du discours» et des «techniques du pantomime», animées par les artistes Racha Boukaâber, Wassim Mokhtari et Taqieddine Belkacem. A cette occasion, l'ancien directeur de l'Institut des arts (anciennement département des arts), le professeur Brahim Imimoun, a été honoré. Des masterclass ont également été or-

ganisées sur la «dramaturgie», encadrées par l'enseignante Tamer Anoual, ainsi que sur la «scénographie», sous la supervision de Zitouni Boumediene.

Dans le cadre du programme de cette manifestation, le public, composé majoritairement d'étudiants, d'amateurs du quatrième art et de figures du théâtre, a assisté aux pièces «Caïn... l'épopée de l'Homo sapiens» et «Philophobia» d'Oran, écrites et mises en scène par l'étudiant universitaire Yahia Zineddine Benhamou, ainsi qu'aux pièces «El Mehraz» et «Sada Essobat» de Sidi Bel-Abbes.

Boufatis Collision mortelle entre une voiture et une moto

Un grave accident de la circulation a coûté la vie à un homme, vendredi soir, dans la wilaya d'Oran. Le drame s'est produit aux environs de 22h15 sur la route nationale n°13, au niveau de la commune de Boufatis, relevant de la daïra d'Oued Tlélat. Selon les services de la protection civile, l'accident est survenu à la suite d'une collision entre un véhicule touristique et une moto. Le

choc a provoqué le décès d'un homme âgé d'environ 35 ans. Les éléments de la protection civile, rapidement dépêchés sur les lieux, ont procédé à l'évacuation de la victime vers la morgue de l'hôpital local. Une enquête a été ouverte par les services compétents afin de déterminer les circonstances exactes de ce tragique accident.

J.B.

En perspective de la saison estivale Des aménagements, des parkings et de nouveaux postes de surveillance

D. B.

En perspective de la saison estivale, les communes côtières de la wilaya d'Oran entament depuis quelques semaines des travaux d'aménagement au niveau des plages et à l'intérieur du tissu urbain pour accueillir dans les meilleures conditions les milliers d'estivants attendus cet été à Oran. Selon les services de la wilaya, une importante opération de renforcement de l'éclairage public sera lancée sur la corniche inférieure depuis Mers El Kebir jusqu'à Ain El Turck. Les mêmes sources indiquent qu'une grande partie des accès aux plages seront aménagés. En parallèle, des travaux de réhabilitation des structures administratives de la police, de la gendarmerie nationale et de la protection civile seront aussi entamés. A ce titre, les services de la wilaya indiquent que la wilaya d'Oran a officiellement lancé un vaste programme d'aménagement et de réhabilitation des plages, visant à améliorer l'accueil des estivants et à renforcer les conditions de sécurité et de confort le long du littoral.

C'est à l'occasion d'une sortie de terrain effectuée que le wali d'Oran, M. Ibrahim Ouchène, a donné le coup d'envoi de ces travaux. Un rapport détaillé sur ces travaux a été présenté par le directeur des travaux publics. Le premier volet concerne l'amélioration de l'accessibilité aux plages, avec notamment l'ouverture de nouvelles voies d'accès et la réalisation de parkings. A ce titre, des projets sont prévus au niveau de la plage de La Madrague, dans la commune d'Ain El Turck, ainsi qu'à la plage de Cap Blanc, relevant de la commune d'Ain El Kerma. Ces aménagements visent à faciliter l'accès des visiteurs tout en rédui-

sant les problèmes de stationnement durant la haute saison. Le deuxième volet porte sur le renforcement des infrastructures de base et l'amélioration du cadre général des plages. Il comprend la réalisation de murs de soutènement au niveau de la plage de Saint-Roch à Ain El Turck, l'installation et la modernisation de l'éclairage public à la plage des Andalouses, dans la commune d'El Ançor, ainsi que des travaux d'aménagement et la création d'un parking à la plage des Dhalis, dans la localité de Kristel, relevant de la commune de Gdyl.

Le troisième axe du programme est consacré à la sécurité des estivants. Il prévoit l'aménagement de dix postes de surveillance relevant de la protection civile, de la sûreté et de la gendarmerie, ainsi que la réalisation de cinq nouveaux postes dans plusieurs communes côtières, notamment Ain El Turck, Bousfer, Gdyl et Marsat El Hadjadj. Ces structures permettront de renforcer la présence des services de secours et d'intervention durant la saison estivale. À l'issue de cette visite, le wali a insisté sur la nécessité de respecter les délais de réalisation, d'assurer la qualité des travaux et de veiller à leur achèvement avant le début de la saison estivale. Il a également appelé à une mobilisation accrue de l'ensemble des intervenants afin de garantir la réussite de ce programme.

À travers ces projets, la wilaya d'Oran confirme sa volonté d'améliorer l'attractivité de son littoral et d'offrir aux citoyens et aux visiteurs des espaces balnéaires modernes, sécurisés et répondant aux standards requis. D'autre part et selon nos interlocuteurs, à l'instar des années précédentes, une grande partie des plages de la wilaya, autorisées à la baignade, seront dotées de douches et de sanitaires.

EPIC CET Une campagne de récupération des livres et cahiers usagés

Avec la clôture de l'année scolaire 2025-2026, la récupération et le recyclage des fournitures scolaires usagées s'imposent aujourd'hui comme un geste citoyen essentiel. Chaque cahier, chaque feuille de papier et chaque livre encore exploitable peut connaître une seconde vie au lieu d'être jeté ou détruit. Cette démarche permet non seulement de préserver l'environnement, mais aussi de soutenir l'économie circulaire et de réduire le gaspillage des ressources naturelles. C'est dans cette optique que l'établissement public de wilaya de gestion des centres d'enfouissement technique de la wilaya d'Oran lance une campagne de récupération des livres et cahiers usagés. Cette initiative vise à collecter les fournitures scolaires inutilisées ou usées afin de les orienter vers les filières de recyclage et de réutilisation, contribuant ainsi au soutien de l'industrie nationale de transformation dans le cadre de la politique d'économie circulaire adoptée à l'échelle nationale.

Pour assurer le bon déroulement de cette opération, l'établissement met à la disposition du public ses centres urbains de tri des déchets pour la réception des cahiers et livres usagés. Les citoyens peuvent ainsi déposer leurs fournitures au niveau du centre urbain de tri des déchets du quartier de Medin Jedida, situé en face du jardin public

et de la station-service, ainsi qu'au centre urbain de tri des déchets d'El Akid Lotfi, à proximité de la direction des affaires religieuses et des wakfs. L'objectif est également d'encourager les élèves à adopter un comportement responsable fondé sur le respect de l'environnement, la préservation des espaces publics et la valorisation du papier recyclable. Dans ce contexte, la sensibilisation des élèves et des familles à la valorisation des déchets papier devient un enjeu éducatif et écologique majeur, particulièrement lorsqu'on sait que la production d'une tonne de papier nécessite l'abattage de 17 arbres. L'établissement a également indiqué que ses services peuvent se déplacer avec leurs propres moyens afin d'assurer la collecte directement auprès des établissements scolaires concernés, facilitant ainsi la participation des écoles et des différentes structures éducatives à cette action environnementale. À travers cette campagne, les autorités locales entendent promouvoir une culture environnementale durable auprès des jeunes générations, tout en renforçant les pratiques de tri sélectif et de recyclage. Une initiative qui traduit l'importance accordée à la protection de l'environnement et à la valorisation des déchets recyclables au service d'une ville plus propre et d'un avenir plus durable.

J. Boukraa

Horaires des prières pour Oran et ses environs

07 dhou el hidja 1447

El Fedjr
04h11

Dohr
13h00

Assar
16h48

Maghreb
20h11

Icha
21h45



Mostaganem Tourisme : 280 projets d'investissement enregistrés

Le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a révélé, samedi à Mostaganem, que 280 nouveaux projets d'investissement ont été enregistrés dans le secteur touristique, depuis l'entrée en vigueur du nouveau dispositif juridique de l'investissement.

M. Rekkache a expliqué, lors d'une journée d'étude ayant pour thème "Le rôle de la Télévision algérienne dans la promotion de l'Algérie comme destination touristique distinctive", que le secteur touristique connaît, depuis novembre 2022, une dynamique croissante d'investissement, reflétant une évolution progressive de l'orientation des investisseurs vers le tourisme en tant que secteur stratégique prometteur.

Il a ajouté que les projets enregistrés jusqu'au 15 mai courant représentent un volume d'investissement dépassant les 257 milliards de dinars, avec des prévisions de création de plus de 17.000 emplois directs, en plus des emplois indirects liés à l'activité touristique.

Le même responsable a affirmé que l'Agence œuvre, en coordination avec le ministère de tutelle et les autorités locales, à l'amélioration des conditions de concrétisation des projets touristiques, notamment à travers la mobilisation

du foncier et la mise à disposition d'une vision plus claire pour les investisseurs, afin de renforcer les opportunités de réalisation des projets à travers les différentes wilayas du pays. Il a également indiqué que les préparatifs ont été finalisés pour la publication d'un nombre important d'assiettes foncières, dans les prochains jours, parallèlement à l'activation de la plateforme numérique de l'investisseur dans le cadre du nouveau guichet unique, dans plusieurs wilayas, notamment Mostaganem, Boumerdès, Alger, Jijel, Annaba, ainsi que plusieurs wilayas du Sud. M. Rekkache a souligné que le secteur du tourisme constitue l'un des principaux moteurs du développement économique, en raison de son rôle dans la création de richesse, la génération d'emplois et la dynamisation des chaînes de valeur, allant de la construction et du transport jusqu'aux services et à la formation touristique. Il a conclu en affirmant que la valorisation des potentiali-

tés touristiques de l'Algérie en tant que valeur économique nécessite la conjugaison des efforts et la mise en place d'un environnement attractif des affaires, saluant les réformes initiées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui ont contribué à renforcer l'attractivité de l'Algérie comme destination d'investissement.

Le secteur du tourisme a connu plusieurs évolutions législatives, notamment dans le cadre des réformes économiques engagées par l'Algérie, couronnées par la promulgation de la loi 22-18 de l'année 2022, suivie de décrets exécutifs visant à instaurer un environnement juridique favorable à l'investissement, y compris dans le domaine touristique.

Ce dispositif juridique constitue un nouveau cadre global de l'investissement en Algérie, visant principalement à faciliter l'investissement, à attirer les capitaux et à dynamiser l'économie hors hydrocarbures.

Vers l'extension du port

La réception du projet d'aménagement et de modernisation du port commercial de Mostaganem est prévue pour le mois de juillet prochain, selon les services de la wilaya. Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a effectué, en fin de semaine, une visite d'inspection au niveau de cette infrastructure portuaire, afin de constater l'état d'avancement des différents chantiers liés au projet d'aménagement et de modernisation des quais 6 et 7, ainsi que la réalisation d'une plateforme logistique destinée au stockage des conteneurs.

Le taux d'avancement des travaux concernant les quais 6 et 7, ainsi que l'ancienne zone de pêche, pour lesquels une enveloppe financière de 1,88 milliard de dinars a été allouée, "dépassé désor-

mais les 97 %", a souligné la même source. Parallèlement, les travaux d'aménagement de la plateforme logistique de stockage des conteneurs, d'une superficie de 100.000 mètres carrés et dotée d'un budget estimé à 3,78 milliards de dinars, se poursuivent.

Ce projet comprend la réalisation d'espaces modernes de stockage, des réseaux vitaux, des voies internes, de l'éclairage public ainsi que des équipements techniques destinés à améliorer les capacités opérationnelles du port, indique-t-on.

Le wali a insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux et de respecter les normes techniques en vigueur, afin de livrer l'ensemble du projet d'aménagement en juillet prochain.

Wilayas de l'Ouest Les projets des travaux publics au menu d'une réunion régionale

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, samedi, la quatrième réunion régionale avec les directeurs du secteur, consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement des projets en cours de réalisation et à l'examen des nouvelles propositions, indique un communiqué du ministère.

Cette réunion de coordination, tenue en présence des cadres de l'administration centrale du ministère, des directeurs des Travaux publics et de leurs représentants, a concerné les wilayas de Mostaganem, d'Oran, de Mascara, de Relizane, de

Chlef et d'Aïn Témouchent. L'ordre du jour a porté sur l'évaluation de l'avancement des projets inscrits au programme de 2026, le suivi de la cadence de réalisation des opérations en cours et l'examen des propositions relatives aux programmes des années 2027, 2028 et 2029, l'accent ayant été mis sur l'achèvement des projets structurants et stratégiques et l'assainissement de la nomenclature des investissements sectoriels, afin d'améliorer les mécanismes de programmation et de suivi, tout en rationalisant les dépenses.

A cette occasion, le ministre a insisté sur la nécessité de respecter les

délais de réalisation et d'intensifier la coordination entre les différents intervenants, en accordant la priorité aux projets favorisant la connectivité, le développement local et l'amélioration de la mobilité et du transport dans les wilayas de l'Ouest.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une série de réunions de coordination initiées le 19 mai 2026, et qui se poursuivront jusqu'au 3 juin prochain, dans le but d'améliorer l'efficacité de la gestion des projets et d'accompagner le processus de développement national à travers les différentes wilayas du pays, conclut le communiqué.

Chlef

Deux nouvelles cargaisons de moutons importés réceptionnées

Une nouvelle cargaison de moutons, estimée à 9.000 têtes et importée de Roumanie en prévision de l'Aïd El-Adha, a été réceptionnée vendredi après-midi au port de Ténès, dans la wilaya de Chlef, a-t-on appris auprès de la direction locale des services agricoles. La même source a précisé que ce nouveau lot de moutons

sera soumis aux contrôles vétérinaires avant son acheminement vers les points de quarantaine puis de commercialisation.

Le port de Ténès avait accueilli dans la matinée une autre cargaison de moutons (13.489 têtes) importée d'Espagne.

Les deux cargaisons réceptionnées vendredi portent le nombre

total de lots de moutons reçus au port de Ténès, depuis le début de l'opération en avril dernier, à sept.

A noter que cette opération s'inscrit dans le cadre des mesures visant à répondre à la demande nationale en matière de moutons et à en garantir la disponibilité dans les différentes wilayas du pays en prévision de l'Aïd.

Mascara Nouvelle perturbation de l'alimentation en eau

Quatre communes de la wilaya de Mascara connaissent, depuis vendredi, des perturbations dans l'alimentation en eau potable, en raison de travaux de réparation de fuites d'eau, a-t-on appris d'un communiqué de l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE).

Cette perturbation concerne les communes d'Oggaz, Ras El Aïn, Amirouche, El Alaïmia ainsi que le nord-ouest de la ville de Sig, en raison de travaux lancés ce jour pour réparer une importante fuite au niveau de la conduite

de transfert du système MAO (Mostaganem-Arzew-Oran), qui alimente ces régions.

L'approvisionnement en eau potable dans les communes citées sera rétabli progressivement, dès l'achèvement de ces travaux, ajoute-t-on de même source.

Les services de l'unité d'Algérienne des eaux ont mobilisé des citernes mobiles pour approvisionner les habitants des communes concernées pendant la période de perturbation, indique le même communiqué.

Tiaret Saison estivale : la protection civile prend les devants

Une vaste campagne de sensibilisation a été lancée, dans la wilaya de Tiaret, au profit des citoyens de toutes les catégories d'âge, dans le but de prévenir les risques liés à la saison estivale. Cette initiative est organisée par la direction de la Protection civile. Le chargé de la communication à la direction de la Protection civile, Abderrahmane Mansour, a souligné que cette campagne s'inscrit dans le cadre d'un programme national mené en coordination avec les services de sécurité, les autorités locales et plusieurs secteurs concernés, ainsi que des associations actives dans les domaines de la sensibilisation et de la prévention.

Il a ajouté que cette campagne vise à prévenir les accidents de la route, la baignade dans les mares et les plans d'eau, les incendies de forêts et de récoltes agricoles, ainsi que d'autres risques saisonniers.

La première phase de cette campagne au niveau de la wilaya a vu les commissions mises en place au niveau des communes et des daïras entrer en contact avec les habitants vivant à proximité des zones forestières, des barrages et des points d'eau. Les citoyens ont été sensibilisés à l'importance de signaler rapidement les accidents et dangers, grâce à la diffusion des numéros verts des différents services concernés, ainsi que des coordonnées des responsables locaux.

Dans ce cadre, les commissions ont également commencé à organiser des tournées de terrain afin de surveiller et de combler les mares d'eau présentant un danger pour les enfants et les jeunes qui s'y rendent pour se baigner.

Des recommandations ont aussi été adressées aux agriculteurs concernant la sécurisation des bassins d'eau situés dans les exploitations agricoles.

Des explications ont été fournies sur les dangers de la baignade dans ces endroits, en raison de la présence de branches d'arbres, de débris et de boue qui entravent les mouvements dans l'eau et peuvent provoquer des noyades. Il a été rappelé que cinq décès par noyade ont été enregistrés

depuis le début de l'année en cours.

Parallèlement, des contacts sont établis avec les agriculteurs dont les champs sont situés à proximité des routes à forte circulation, afin de les sensibiliser à la nécessité de prendre des mesures préventives pour protéger les récoltes agricoles, notamment par la création de bandes coupe-feu via le labour des espaces bordant les routes, ainsi que par la mise à disposition d'extincteurs et de citernes d'eau durant les opérations de récolte, afin de garantir une intervention rapide en cas d'incendie et de protéger les récoltes stockées dans les entrepôts.

D'autre part, un programme de sorties de terrain est mis en œuvre dans les zones steppiques connues pour la prolifération des scorpions, dans le but de sensibiliser la population aux mesures de prévention contre les piqûres de scorpions et d'expliquer les comportements sanitaires à adopter en cas de piqûre, tout en soulignant la disponibilité des sérums dans les centres de santé de proximité.

D'autres équipes effectuent également des visites dans les restaurants et les commerces de vente de glaces et de boissons rafraîchissantes, afin de contrôler le respect des conditions d'hygiène et de sécurité sanitaire, pour éviter les cas d'intoxication alimentaire durant la saison estivale.

Dans le même contexte, les services de sécurité ont renforcé leur présence sur les routes nationales et les chemins de wilaya, en coordination avec le secteur des transports, les associations actives dans le domaine de la sécurité routière et la Protection civile, afin de sensibiliser les usagers de la route aux règles de sécurité routière, notamment en ce qui concerne l'évitement de longues périodes de conduite et l'importance de l'entretien régulier des véhicules, la wilaya de Tiaret étant considérée comme une zone de transit entre différentes régions du pays.

Cette campagne de sensibilisation, visant à réduire les accidents durant la saison estivale, se poursuivra jusqu'à la fin de l'été, selon les services de la Protection civile.

El Bayadh Un nouveau poste électrique mis en service

Le réseau électrique de la wilaya d'El Bayadh a été renforcé par la mise en service du poste de transformation électrique 60/30 kV de Bougtob, dans le cadre du programme préventif lancé par le groupe Sonelgaz visant à assurer la stabilité de l'alimentation électrique durant l'été 2026, selon un communiqué de la société.

La même source a précisé que la mise en service de ce poste est intervenue à la fin de la semaine dernière, "à la suite de l'achèvement des différents travaux techniques, réalisés par les équipes de la circonscription du transport de l'électricité de

Saïda, conformément aux normes techniques en vigueur".

A la faveur de l'entrée en exploitation de ce poste, dont la capacité globale atteint 80 MVA, dont 40 MVA supplémentaires, l'alimentation en énergie électrique sera renforcée au profit de plusieurs régions et communes de la wilaya, notamment Bougtob, Mosbah, Tousmouline, El Kef-Lahmar, ainsi que de la zone industrielle de Bougtob et du périmètre agricole, "ce qui contribuera à soutenir l'activité économique et à améliorer le service public à travers la wilaya", conclut le texte.

L'Afrique est la clé d'une croissance mondiale durable

WASHINGTON, DC- Plus de 50 ans après la décolonisation, l'Occident continue de considérer l'Afrique comme un simple figurant de l'économie mondiale : une source de matières premières, et guère plus.



PAR HIPPOLYTE FOFACK

Ancien économiste en chef de la Banque africaine d'import-export, est Parker Fellow au Réseau des solutions pour le développement durable de l'université Columbia, chercheur associé au Centre d'études africaines de l'université Harvard, membre émérite de la Fédération mondiale des conseils de compétitivité et membre de l'Académie africaine des sciences.

Cette vision dépassée a freiné le développement, en Afrique, d'industries manufacturières à forte valeur ajoutée et de chaînes d'approvisionnement intégrées, entravant la croissance économique. Résultat : les écarts de revenu par habitant entre l'Afrique et les autres régions se sont creusés, et la part du continent dans le commerce mondial est tombée sous les 3 %, alors même que l'Afrique représente près d'un cinquième de la population mondiale.

À mesure que davantage de pays franchissent le seuil des sociétés « super-vieillissantes », où plus de 20 % de la population a 65 ans ou plus, la communauté internationale devrait être de plus en plus incitée à cesser de reléguer l'Afrique à un rôle périphérique. L'économie mondiale a besoin de nouveaux moteurs de demande, et l'Afrique est particulièrement bien placée pour répondre à ce besoin. En réalité, le dynamisme démographique de l'Afrique, conjugué à l'ampleur de ses besoins d'investissement en infrastructures, implique qu'elle devrait jouer un rôle de plus en plus central dans le commerce et l'investissement mondiaux dans les années à venir.

L'élan démographique de l'Afrique n'a pas d'équivalent. Sa population devrait approcher 2,5 milliards d'habitants d'ici 2050. À cet horizon, le Nigeria devrait devenir le troisième pays le plus peuplé au monde, dépassant les États-Unis et se classant derrière l'Inde et la Chine. D'ici la fin du siècle, près de 40 % de la population mondiale devrait être

africaine. Plus important encore, l'Afrique concentrera l'essentiel de la hausse nette de la population mondiale en âge de travailler, tandis que la plupart des autres régions feront face à une contraction de leur main-d'œuvre et à une augmentation des ratios de dépendance. De récentes données montrent que les économies dont la croissance démographique dépasse la moyenne mondiale de 1 % ont enregistré une croissance moyenne du PIB réel de 3,1 %, contre seulement 1,4 % pour celles dont la population recule. Le PIB africain progresse déjà plus vite que la moyenne mondiale, et la plupart des projections de long terme indiquent que le puissant vent arrière démographique du continent contribuera à tirer l'économie mondiale.

Si la croissance économique exige un dosage optimal de capital, de travail et de technologie, elle repose souvent, au cœur, sur une interaction auto-entretenue entre création d'emplois et hausse des dépenses de consommation. Historiquement, la vigueur démographique a soutenu le développement du capital humain, alimentant l'expansion de la demande intérieure, qui représente plus des deux tiers du PIB américain et plus de la moitié du PIB canadien.

Dans ce contexte, la jeunesse africaine constitue un atout majeur, à la fois pour l'offre de travail et pour la création de nouvelle demande. Alors que la croissance de la consommation a ralenti dans les économies avancées, en raison de la stagnation démographique, elle s'accélère en Afrique, où la rapide urbanisation fait émerger de nouveaux marchés de consommation et où les revenus augmentent progressivement. D'ici 2050, des centaines de millions d'Africains devraient rejoindre la classe moyenne, et les dépenses de consommation et d'investissement des entreprises sur le continent devraient atteindre 16 100 milliards de dollars, créant une forte demande de biens et de services.

L'Afrique recèle aussi un immense potentiel de transformation structurelle. En tant que continent le moins industrialisé, ne représentant moins de 2 % de la production manufacturière mondiale, l'Afrique offre les meilleures perspectives de gains de productivité et de hausse du revenu par habitant. La bauxite en est un exemple : ce qui vaut 874 milliards de dollars à la sortie de la mine atteint 5 200 milliards une fois raffiné en alumine, et jusqu'à 15 400

milliards lorsqu'il est transformé en aluminium. Transformer les matières premières sur le continent, plutôt que de les exporter, représente une opportunité économique considérable. Saisir cette opportunité exigera de s'attaquer au déficit d'infrastructures de l'Afrique. Une hausse des dépenses d'infrastructure, en particulier dans la construction, l'extraction minière, l'industrie manufacturière et les services, préparerait le terrain à des gains de productivité durables. L'ampleur du retard implique que des investissements soutenus pourraient entretenir la dynamique de croissance pendant des décennies, avec d'importants effets d'entraînement positifs pour l'économie mondiale.

Avec un financement suffisant des infrastructures, du développement du capital humain et des réformes de politiques publiques, l'Afrique peut réussir une industrialisation à grande échelle, convertir sa croissance démographique en dynamisme économique durable et générer un puissant dividende démographique pour l'économie mondiale. La mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) constitue une étape clé pour catalyser cette transformation structurelle, car un marché plus intégré renforce les avantages de coûts et stimule la croissance industrielle. Les biens manufacturés gagneraient d'abord en échelle grâce à la demande régionale rendue possible par la ZLECAf, avant de s'étendre aux marchés mondiaux à mesure que l'Afrique deviendra plus compétitive.

Avec une population en forte croissance, de vastes marchés de consommation encore inexploités, un potentiel d'industrialisation, une richesse en ressources considérable et une volonté d'intégration économique régionale à grande échelle, l'Afrique tient entre ses mains l'avenir de la croissance mondiale. Alors que de plus en plus d'économies avancées sont confrontées à des problèmes structurels, l'Afrique demeure le plus grand réservoir de potentiel de croissance transformatrice.

Pour que les pays africains deviennent un pilier de l'expansion économique mondiale au XXI^e siècle, ils ont néanmoins besoin de politiques efficaces et de soutien. L'enjeu est de taille : si le potentiel du continent ne se concrétise pas, un monde vieillissant aura du mal à préserver la prospérité. La réussite de l'Afrique n'est donc plus une question régionale, mais un impératif mondial.

Le cycle mondial de l'eau est une infrastructure essentielle

PÉKIN- Le cycle mondial de l'eau est le système de survie de notre planète. C'est une puissante pompe environnementale : les forêts transpirent l'humidité et réalimentent d'immenses rivières atmosphériques d'eau douce.



PAR ERIK BERGLÖF

Économiste en chef de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures.

C'est aussi un thermostat planétaire, qui régule le climat par l'évaporation et la formation des nuages. C'est également un filtre géant, qui purifie l'eau lorsqu'elle s'infiltre à travers les sols et les zones humides.

Si toute vie dépend du cycle de l'eau, celui-ci subit pourtant des tensions croissantes et perd sa capacité à remplir ces fonctions essentielles, au point d'amener les Nations unies à déclarer l'avènement d'une nouvelle ère de « faillite hydrique mondiale ». La hausse des températures, la dégradation des écosystèmes et l'évolution des régimes de précipitations affaiblissent les systèmes naturels qui régulent les flux et la qualité de l'eau, tandis que les infrastructures conventionnelles, conçues pour des conditions hydrologiques historiques, sont de plus en plus exposées à la variabilité, à l'envasement et aux chocs.

Pour protéger le cycle de l'eau de ces pressions concurrentes, nous devons adopter une perspective holistique et systémique. Cela signifie considérer le cycle de l'eau lui-même comme une infrastructure partagée et réorienter en conséquence les investissements et la gouvernance.

Première étape pour protéger l'infrastructure naturelle qui nous sert depuis des siècles : les gouvernements, les investisseurs et les banques multilatérales de développement devraient privilégier, chaque fois que possible, le maintien de l'eau dans son environnement naturel.

Les efforts visant à protéger les forêts, les zones humides, les bassins versants et la couverture des sols sont essentiels pour atténuer les perturbations du cycle de l'eau et s'adapter aux chocs.

Pour être pleinement efficaces, ces interventions doivent être conçues à l'échelle des écosystèmes dans leur ensemble. Ainsi, le projet Delta Blue Carbon — la plus vaste initiative de restauration de mangroves au monde — a permis de planter des dizaines de millions de jeunes plants de mangrove sur la côte sud-est de la province du Sindh, au Pakistan, restaurant plus de 75 000 hectares de forêts de mangroves dégradées et de zones humides tidales. De tels efforts devraient séquestrer 142 millions de tonnes de dioxyde de carbone au cours des cinq prochaines décennies, tout en protégeant contre les ondes de tempête et en offrant des nurseries à la biodiversité marine.

Au-delà de la restauration de l'infrastructure naturelle (verte) dont nous dépendons déjà, nous devons aussi investir dans des infrastructures traditionnelles (grises) afin de renforcer la résilience des systèmes hydriques face à des températures plus élevées, à la fonte des glaciers et à des conditions climatiques plus instables. Par exemple, le projet indonésien sur les barrages — cofinancé par la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB), la Banque mondiale et le gouvernement indonésien — vise à renforcer les protections contre les inondations et à préserver des sources clés d'approvisionnement en eau. Il combine des mesures d'ingénierie, telles que le dragage et la réhabilitation des structures, avec la restauration des écosystèmes afin de traiter l'accumulation de sédiments et ses conséquences.

Cette combinaison d'infrastructures vertes et grises peut soutenir les efforts d'atténuation et d'adaptation pour protéger le cycle de l'eau contre le changement climatique. Les articuler exige cependant un alignement en matière de gouvernance, de données et de financement.

Du point de vue de la gouvernance, l'eau est trop souvent traitée comme une marchandise locale, plutôt que comme la ressource partagée et transfrontalière qu'elle est. Comme le montre l'AIIB dans un récent rapport, Where the Water Flows, la célèbre Convention de Ramsar — traité intergouvernemental de conservation des zones humides, signé à Ramsar (Iran) en 1971 — a bien fonctionné dans les économies avancées, en particulier pour les zones humides de petite taille. Elle s'est toutefois révélée bien moins efficace dans les pays où les capacités institutionnelles sont fai-

bles et les ressources limitées. Heureusement, les avancées scientifiques et technologiques pourraient transformer la gouvernance de l'eau, en permettant de suivre des gouttes d'eau individuelles. Les données satellitaires, la télédétection et l'amélioration des modèles permettent déjà de surveiller en temps réel les flux d'eau, les performances des infrastructures et les conditions environnementales. Désormais, l'IA et l'apprentissage automatique peuvent améliorer la prévision des crues, optimiser la planification de l'irrigation et soutenir la maintenance prédictive.

De plus, mettre ces technologies au service d'une meilleure gouvernance de l'eau posera les bases d'un changement d'échelle des investissements dans le cycle hydrologique — et il était temps. En l'état, on estime à 7 000 milliards de dollars le montant nécessaire pour combler, d'ici 2030, le déficit mondial de financement des infrastructures hydrauliques.

Les banques multilatérales de développement ont un rôle important à jouer pour mobiliser des financements en faveur de la préservation du cycle de l'eau. L'AIIB constate que les projets liés à l'eau représentent une part décroissante (environ 14 %) d'une aide publique au développement globale elle-même en recul.

Il est donc impératif que les banques de développement augmentent leurs investissements sur l'ensemble du cycle de l'eau afin d'intégrer les infrastructures naturelles, techniques et numériques ; de promouvoir des réformes économiques pour harmoniser les politiques budgétaires au-delà des frontières ; et de mobiliser des financements privés en faveur d'interventions centrées sur l'eau.

À l'heure où se profile un avenir hydrique plus incertain et plus précaire, il incombe aux gouvernements et aux institutions financières de faire de la restauration et de l'entretien de notre cycle de l'eau une priorité majeure du développement.

Nous devons unir nos efforts pour tirer parti des progrès récents de la science, des technologies de surveillance et de la disponibilité des données afin d'améliorer la gouvernance et d'accroître les financements. L'eau est le socle qui relie tous les aspects de la vie humaine. Il ne peut y avoir de priorité plus élevée que la protection du cycle de l'eau.

Leçons tirées de l'Internet chinois soumis à un contrôle d'âge

NEW HAVEN - La volonté de protéger les mineurs sur Internet a pris un nouvel élan, car de plus en plus de personnes prennent conscience de l'ampleur et de la gravité des dangers en ligne, du grooming au cyberharcèlement en passant par la dépendance.



PAR JEREMY DAUM

Chercheur senior en droit et membre senior du Paul Tsai China Center de la Yale Law School, où il se spécialise dans la procédure pénale et l'application de la loi en Chine.

Acet égard, la Chine sert de cas d'étude. Bénéficiant de moins de contraintes politiques et juridiques, le gouvernement chinois a déjà mis en œuvre ce que les décideurs politiques d'autres pays ne font que débattre actuellement : vérification de l'identité réelle, contrôle strict des contenus, « modes mineurs », limites de temps pour les joueurs et lois sur la responsabilité des plateformes.

La leçon la plus importante à retenir est peut-être que l'application stricte de la loi et les mesures de protection obligatoires ne sont pas une solution miracle. Les contenus inappropriés, les escroqueries, les atteintes à la vie privée et le cyberharcèlement n'ont pas disparu. Comme les jeunes partout dans le monde, les enfants chinois sont toujours exposés au risque d'exploitation sexuelle et économique en ligne. Dans plusieurs bulletins, les autorités chinoises décrivent comment des contenus « toxiques » liés aux mineurs parviennent à échapper à la modération, continuant d'apparaître même après la suppression de millions d'éléments illégaux ou préjudiciables et la fermeture

de milliers de sites web. Sur les plateformes de streaming, par exemple, des personnes publient des dessins animés perturbants mettant en scène des personnages célèbres tels que Peppa Pig dans des situations violentes, sanglantes ou grossières, ainsi que des parodies vulgaires de chansons pour enfants – un phénomène connu sous le nom d'« Elsagate » en dehors de la Chine. Parfois, les enfants eux-mêmes sont utilisés dans des farces mises en scène, des cascades risquées ou des scénarios à la limite du sexuel afin de générer des clics et de fidéliser les spectateurs.

L'exploitation peut également s'appuyer sur les tendances en ligne. Le Jupai (« lever de pancarte », >NLR) a commencé comme une sous-culture adolescente dans laquelle les cosplayers acceptaient des pourboires en ligne pour brandir des messages personnalisés. Ceux qui prenaient des poses ou portaient des costumes suggestifs recevaient invariablement plus d'attention. Des « agents » intermédiaires ont rapidement fait leur apparition pour recruter et commercialiser des porteurs de pancartes sur différentes plateformes, les aidant souvent à contourner les restrictions d'âge, en échange d'une commission. En leur promettant des profits plus élevés, les agents poussent ces jeunes, généralement des filles, à créer des contenus plus sexuellement explicites, qui frôlent le porno soft. Une jeune fille se souvient avoir pensé « ce n'est pas comme si j'étais vraiment une prostituée » lorsqu'elle a commencé à brandir des pancartes à l'âge de 14 ans.

Une autre menace pour les enfants est le doxing, ou « déballe » (Öv) dans le jargon Internet chinois. Les informations personnelles d'une cible, telles que son nom, son numéro de téléphone, son adresse et des informations sur son école, sont révélées en ligne, l'exposant à une multitude d'appels et de messages harcelants. C'est devenu une

arme courante dans le fandom numérique des adolescents chinois : les groupes de fans ciblent des individus pour avoir critiqué leur idole ou même simplement soutenu une célébrité rivale.

En Chine, le doxing était autrefois le fait de fouiller d'internautes – le « moteur de recherche humain » – mais il s'est progressivement professionnalisé. Les entreprises se vantent de disposer de bases de données contenant tous les aspects de l'empreinte numérique d'une personne, des commandes de livraison aux numéros d'identification gouvernementaux. Il existe même des armées de trolls qui peuvent être engagées pour orchestrer des attaques collectives.

Les menaces apparaissent plus vite que les autorités ne peuvent s'adapter. Les mauvais acteurs trouvent sans cesse de nouveaux moyens de contourner les contrôles, par exemple grâce à des applications « éducatives » qui se transforment en jeux après avoir passé les contrôles des boutiques d'applications et obtenu le consentement parental pour être installées sur les appareils des enfants. Certaines applications d'apparence innocente dissimulent des redirections vers des contenus pour adultes dans leur politique de confidentialité et dans des liens tout aussi anodins. Parallèlement, l'essor de l'IA a introduit de nouveaux problèmes, tels que les outils d'édition qui peuvent sexualiser les images d'enfants et les filtres qui permettent aux adultes de se faire passer pour des mineurs.

Cela ne signifie pas pour autant que la situation est désespérée. Mais l'expérience de la Chine offre des leçons qui donnent à réfléchir sur la protection des enfants en ligne. Premièrement, si même les outils technologiques les plus intrusifs ne peuvent pas prévenir de manière fiable les dommages, les autres pays ne devraient pas com-

promettre leurs valeurs fondamentales et leurs libertés civiles pour développer des infrastructures similaires.

Deuxièmement, les autorités chinoises ont elles-mêmes reconnu que la surveillance et les règles ne suffisent pas à résoudre le problème. Aujourd'hui, en plus de mettre à jour de manière proactive la législation et son application, elles enseignent la culture numérique aux parents et aux enfants, afin que les familles puissent repérer et éviter le grooming, les escroqueries et les « contournements ». Un chapitre entier du règlement chinois sur la protection des mineurs en ligne, entré en vigueur en 2024, est consacré à la promotion de la culture numérique et souligne l'importance de l'esprit critique dans la sécurité en ligne. Les écoles sont tenues d'enseigner et de tester ces compétences, notamment la manière d'évaluer les informations afin de rester en sécurité en ligne. Il invite les parents et les tuteurs à améliorer leur propre culture numérique afin de mieux guider les enfants et de surveiller de plus près l'utilisation d'Internet par les mineurs.

La Chine a créé le plus grand test grandeur nature visant à déterminer s'il est possible d'assurer la sécurité des enfants en ligne grâce à la seule technologie, et il serait insensé de rejeter les données et l'expérience précieuses de ce pays, ou de réduire ses méthodes à une caricature de contrôle autoritaire.

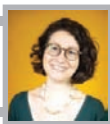
Une compréhension lucide des succès et des lacunes de la Chine en matière de protection des mineurs en ligne montre que la restriction d'âge et l'application stricte des règles ne peuvent remplacer le travail plus difficile des adultes qui doivent s'informer activement sur les habitudes des enfants sur Internet et leur apprendre à rester en sécurité dans le monde virtuel.

Comment les femmes réussissent dans des domaines à prédominance masculine

SÃO PAULO - « Les femmes ont-elles ruiné le monde du travail ? » La polémique déclenchée par ce titre de podcast de novembre 2025 a poussé The New York Times à remplacer « femmes » par « féminisme libéral ».



PAR FERNANDA
ESTEVAN ET
BRUNA BORGES



1- Professeure associée d'économie à l'École d'économie de São Paulo.
2- Économiste et chercheuse à l'Institut d'études sur les politiques de santé.

C'est le changement sémantique n'a néanmoins guère apaisé la controverse. Plus important encore, il n'a pas abordé le problème sous-jacent : le malaise qui entoure toujours la présence croissante des femmes dans la vie professionnelle, en particulier dans les domaines historiquement dominés par les hommes.

Les femmes ne sont que trop conscientes de ce malaise. Dans une tendance virale sur TikTok et Instagram l'année dernière, les femmes ont commencé à utiliser la légende « femme dans un domaine dominé par les hommes » à côté de vidéos les montrant en train de s'étaler sur les transports en commun, de manipuler leurs rendez-vous, de parler avec condescendance à leurs collègues masculins ou de donner des conseils non sollicités aux hommes à la salle de sport.

La blague a fait mouche parce qu'elle ne nécessitait aucune explication ; les femmes savaient exacte-

ment ce que chacune voulait dire. Elle a également trouvé un écho parce qu'elle offrait un exutoire ironique à la frustration des femmes face à leur exclusion persistante de certains des domaines les plus influents — et, souvent, les mieux rémunérés.

La question de savoir ce qu'il advient des lieux de travail, et des femmes, lorsque davantage de femmes intègrent des domaines dominés par les hommes mérite une réflexion plus approfondie qu'un épisode de podcast provocateur ou une chute à laquelle on peut s'identifier. C'est pourquoi des économistes, dont nous, ont cherché des réponses.

À l'université de São Paulo, les étudiants sont affectés aux sections de cours principalement selon des règles administratives, plutôt que par choix personnel, ce qui signifie que la composition par sexe d'une section donnée est, dans la pratique, proche du hasard. Cela nous a donné l'occasion d'évaluer l'impact de différentes combinaisons de sexes sur les résultats. Nous avons suivi les étudiants sur le marché du travail formel jusqu'à cinq ans après l'obtention de leur diplôme, en utilisant des données administratives détaillées sur l'emploi, l'expérience et les salaires.

Les résultats sont sans ambiguïté. Dans les sections de cours comptant une plus grande proportion de femmes, les étudiantes avaient environ neuf points de pourcentage de chances supplémentaires de travailler sur le marché du travail formel deux et cinq ans après l'obtention de leur diplôme. Pour chaque augmentation de dix points de pourcentage de la proportion de femmes, la probabilité de ce résultat augmentait de 11 à 14 % par rapport à la moyenne. Les femmes ayant davantage de camarades de classe féminines accumulaient également plus d'expérience sur le marché du travail : près de six mois supplémentaires au cours des cinq premières années suivant l'obtention de leur diplôme.

Les professeures ont eu un impact tout aussi important. Une augmentation de dix points de pourcentage de la proportion de femmes parmi les enseignants était associée à une hausse de six points de pourcentage de la participation des diplômées au marché du travail cinq ans après l'obtention de leur diplôme, ainsi qu'à une augmentation des revenus les plus élevés. Ces effets étaient les plus marqués

dans les sections où les étudiants masculins représentaient une part plus importante de l'effectif total.

En d'autres termes, la présence de quelques femmes seulement dans des environnements à prédominance masculine améliore les résultats des femmes qui leur succèdent.

Ces résultats reflètent en partie une implication plus précoce sur le marché du travail. Les étudiantes inscrites dans des sections de cours moins fréquentées par les hommes étaient plus susceptibles d'obtenir des stages et des emplois formels pendant leurs études de premier cycle. Ces effets persistent jusqu'au début de leur carrière, ce qui suggère que l'impact de ces petits avantages précoces s'accumule au fil du temps.

Cela indique que le fait d'avoir des camarades de classe de sexe féminin aide — ou du moins encourage — les femmes à s'imposer tôt dans leur domaine, et les recherches montrent systématiquement que ces progrès ont tendance à s'autoalimenter. Entrer plus tôt facilite le maintien dans le milieu.

De même, le fait d'avoir davantage de camarades de classe de sexe féminin semble renforcer l'ambition professionnelle des femmes. Les femmes ayant davantage de camarades de classe féminines étaient plus susceptibles d'exercer après l'obtention de leur diplôme des professions mieux rémunérées et dominées par les hommes. Cela est important car l'écart salarial entre les sexes tient peut-être moins à une inégalité de rémunération pour un travail similaire qu'à la répartition des emplois. Si le fait d'être entourée de plus de femmes modifie ce qui semble possible — par le partage d'informations, la normalisation de l'ambition ou simplement le fait de ne pas être la seule femme dans la pièce —, les effets sur la carrière et les revenus peuvent être considérables.

Les professeures, quant à elles, servent de modèles, offrant la preuve tangible que les femmes ont bel et bien leur place dans ce domaine. Dans certains des métiers les plus compétitifs, comme le conseil, les effets sont particulièrement marqués. Qu'en est-il toutefois de l'angoisse reflétée dans ce titre du New York Times ? L'idée

que les lieux de travail sont un jeu à somme nulle — que chaque gain pour les femmes implique une perte pour les hommes — renforce la résistance à la diversité des genres. Nos conclusions indiquent pourtant que c'est faux.

Les résultats des étudiants masculins sur le marché du travail n'ont pratiquement pas été affectés par la composition de leur promotion. Le fait d'avoir davantage de camarades féminines n'a pas abaissé le niveau ni affaibli l'ambition chez les hommes. Au contraire, les hommes ont obtenu de meilleurs résultats lorsqu'ils étaient entourés de plus de femmes — des résultats apparemment motivés non pas par le favoritisme ou les réseaux de recommandation, mais par des changements dans les attentes, l'information et les opportunités.

Ce n'est pas une conclusion anodine. Elle implique que l'amélioration de la représentation des femmes dans l'enseignement supérieur — par exemple en recrutant davantage de femmes parmi le corps enseignant, en ajustant la composition des classes et en réduisant les déséquilibres extrêmes entre les sexes — offre des avantages profonds et généralisés, qui s'accumulent au fil du temps et se traduisent par des taux de participation au marché du travail, des mois d'expérience professionnelle et des salaires plus élevés.

Les discussions sur le genre et le travail se transforment souvent en conflits culturels, alimentés par la peur, l'idéologie ou la frustration. Si ces sentiments ne disparaîtront pas du jour au lendemain, nos recherches fournissent des preuves empiriques qui devraient orienter le débat et éclairer l'élaboration de politiques. Lorsque l'on modifie la composition par sexe d'une classe, que l'on suit les diplômés sur le marché du travail et que l'on observe le déroulement de leur carrière, le tableau change. On constate que les femmes qui sont entourées d'autres femmes obtiennent de meilleurs résultats. Et les hommes qui les entourent s'en sortent très bien, eux aussi.

Ce commentaire est publié en collaboration avec l'initiative « Women in Leadership in Economics » de l'Association économique internationale, qui vise à renforcer le rôle des femmes en économie par la recherche, la création de partenariats et la mise en avant de leurs voix.

El Tarf

Les structures hôtelières renforcées

Quatre structures hôtelières ouvriront leurs portes dès la saison estivale 2026 dans la wilaya d'El Tarf, a assuré la directrice du tourisme et de l'artisanat, Madjda Zenadi.

La même responsable a précisé qu'il s'agit de l'entrée en exploitation partielle (60 %) d'un village touristique dans la zone d'expansion touristique (ZET) d'El Battah, dans la commune de Ben M'hidi et de trois hôtels dans la ville d'El Kala (un établissement en cours de réhabilitation et deux auberges transformées en établissements hôteliers.

Ces structures hôtelières offriront, au total, 484 lits, pour porter la capacité d'hébergement de cette wilaya côtière à 3.830 lits, selon Mme Zenadi qui a ajouté que l'entrée en exploitation de ces établissements générera plus de 100 emplois directs et indirects, ce qui portera le nombre total d'emplois à plus de 700 dans le secteur du tourisme.

La wilaya d'El Tarf compte à

l'heure actuelle 29 établissements hôteliers et 44 agences de tourisme et de voyages, a-t-on également fait savoir de même source.

Pour rappel, une enveloppe financière de 47 millions de dinars a été allouée à l'aménagement de 7 plages autorisées à la baignade dans les communes d'El Kala et de Berrihane afin d'améliorer les conditions de séjour des vacanciers.

Mila

Plus d'une centaine de malades opérés de la cataracte

B. Bousselah

La poursuite de la deuxième sortie de la caravane chirurgicale au profit de malades en liste d'attente, s'est achevée, jeudi soir, par la réalisation de 127 interventions chirurgicales au niveau de l'EPH « Frères Maghlaoua », se-

lon le directeur de l'établissement hospitalier, Boussaa Oussama. Pilotée par le professeur en ophtalmologie, Benchiheb du CHU de Constantine, cette caravane médico-chirurgicale a vu également la participation d'ophtalmologues du secteur privé. Cette collaboration a permis le bon suivi

opératoire des malades opérés. A noter que lors d'une réception organisée à leur honneur, le wali en coordination avec la directrice de la santé s'est dit favorable à la création et l'équipement d'un service ophtalmologique dans le secteur public au niveau de cet établissement hospitalier.

El-Meniaa

Un poste de secours routier en chantier

Les travaux de réalisation d'un poste de secours routier de la Protection civile sur la route nationale RN 1 (wilaya d'El-Meniaa), ont été lancés officiellement dans le cadre des efforts visant à renforcer la couverture opérationnelle, selon les services de la wilaya.

Ce projet, dont le coup d'envoi des travaux a été donné par le wali Mokhtar Benmalek sur une assiette foncière jouxtant l'axe de la RN 1 menant vers les wilayas d'In-Salah et Timimoun, a pour objectif d'assurer une intervention rapide et immédiate des services

de la Protection civile en cas d'accident de la circulation, a précisé la même source.

Il vise également à consolider la couverture opérationnelle, notamment sur les axes routiers à fort trafic, afin de garantir la protection des biens et des personnes et de réduire ainsi le temps d'intervention d'urgence, a indiqué le chargé de communication de la direction locale de ce corps constitué, le lieutenant Larbi Dahmane.

Cette structure se dotera de toutes les installations nécessaires,

notamment d'une aile administrative, d'un centre d'appels, d'un célibatorium, d'un parc de véhicules, en plus d'un entrepôt de matériel et d'équipements d'intervention, a-t-il ajouté.

Elle s'inscrit dans la dynamique de développement et de modernisation du secteur de la Protection civile, tout en contribuant à améliorer les conditions de prise en charge des personnes lors des situations d'urgence et à réduire le temps d'intervention sur les axes routiers les plus fréquentés, a-t-on souligné.

Guelma

Aquaculture et agriculture font bon ménage

Pas moins de 34.000 alevins de mullet ont été lâchés depuis début mai courant dans trois grands bassins d'irrigation agricole dans la wilaya de Guelma, selon le directeur de la pêche et de l'aquaculture.

Dans une déclaration à l'APS en marge de l'ensemencement d'un de ces bassins dans la commune de Guelma pendant une journée de vulgarisation au profit des aquaculteurs sur les normes de sécurité, M.Faouzi Hebita a précisé que l'opération d'ensemencement de ce bassin par 13.000 alevins est la troisième durant ce mois.

L'ensemencement de ce bassin de 50.000 m3 se poursuivra dans les prochains jours pour porter à près de 20.000 le nombre des alevins lâchés, selon la même source.

A la mi-mai, une opération similaire a porté sur l'ensemencement de 6.000 alevins de mullet dans un grand bassin d'irrigation d'une ferme agricole de la commune de Sellaoua Announa et avait été précédé début mai par l'ensemencement de 15.000 alevins dans un bassin d'irrigation d'une ferme privée dans la commune d'El Fedjoudj.

L'opération d'ensemencement se poursuivra pour toucher au total neuf grands bassins d'irrigation impliqués dans le programme d'aquaculture dans les bassins agricoles, selon la même source.

Selon les informations relevées



sur site, la journée de vulgarisation a été organisée conjointement par les directions de la pêche et de l'aquaculture et de la protection civile dans le cadre de la campagne nationale de prévention des risques de la saison estivale intitulée " la baignade dans les lieux interdits, une mort certaine".

La journée de vulgarisation a également été marquée par la participation de la direction des services agricole (DSA), de la chambre de la pêche et de la chambre de l'agriculture en présence d'agriculteurs, d'opérateurs et de représen-

tants de l'union nationale des paysans algériens (UNPA).

Les éléments de la protection civile ont donné à l'occasion des conseils sur les risques de la baignade dans les bassins agricoles et les modalités d'intervention en cas de noyade, alors que le représentant de la CRMA a exposé les offres d'assurance de ces ouvrages hydriques. Les représentants des dispositifs d'aide et de financement ont présenté à l'occasion les avantages incitatives proposés pour l'accompagnement des investisseurs en aquaculture.

Alger

Rabehi inspecte le projet de la route côtière touristique

Le ministre, wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, a effectué une visite de terrain pour inspecter le projet de réalisation de la route côtière touristique qui s'étend d'Oued El Harrach à Tamentfoust, dans la commune d'El Marsa, sur un linéaire de 14,5 km, dans le cadre du Plan bleu de la vision stratégique de développement et de modernisation de la capitale, a indiqué vendredi un communiqué des services de la wilaya. Les travaux de réalisation de neuf km de ce projet se poursuivent actuellement, à travers l'aménagement d'espaces de loisirs, d'aires de sport et de promenades urbaines destinées aux piétons. Cette route vise la décongestion des axes routiers dans la partie est de la capitale, notamment au niveau des communes de Bordj El Kiffan et de Bordj El Bahri, précise le communiqué.

Dans ce cadre, l'entreprise chargée de la réalisation de près de trois kilomètres supplémentaires a été installée, après l'achèvement des travaux de protection du littoral. Les travaux devraient démarrer dans les prochaines semaines, tandis que le cahier des charges relatif au lancement des appels d'offres pour le tronçon restant du projet, d'une longueur de 2,5 km, est en cours de préparation.

La région connaîtra également la réalisation d'un port de pêche d'une capacité d'accueil de 700 embarcations. Les études sont actuellement en cours d'élaboration en vue du lancement des travaux de réalisation, selon la même source.

Lors de cette visite, M. Rabehi a souligné la nécessité de respecter les normes de qualité des travaux et les délais de réalisation fixés, conclut le communiqué.

Bouira

Les agriculteurs sensibilisés sur les risques d'incendies

Farid Haddouche

Dans le cadre de la campagne de sensibilisation à la prévention des incendies de forêt et agricoles, une journée de sensibilisation s'est tenue dans une exploitation agricole à El Esnam. Les participants à la campagne de sensibilisation ont insisté sur l'importance du respect des mesures préventives pour réduire les risques d'incendie et protéger les cultures, tout en soulignant la nécessité de respecter les délais de récolte et de collecter les produits dans des conditions optimales afin d'améliorer les rendements et de renforcer la sécurité alimentaire. Il a également été rappelé que les agriculteurs bénéficiant

de diverses aides publiques sont tenus de livrer leur récolte à la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) après la récolte, conformément aux principes d'organisation du secteur et afin de garantir le bon fonctionnement des opérations de stockage et d'approvisionnement. A noter la présence d'un représentant de l'Institut régional des grandes cultures, des représentants du district forestier de Haizer, la protection civile de Bechloul, un représentant du Fonds régional de coopération agricole de Bouira, des représentants de la coopérative des céréales et des légumes secs, des agents du service agricole d'El Esnam et de la direction des services agricoles.

M'sila

L'avenir de la profession de pharmacien en question

Les travaux du "Forum pharmaceutique du Hodna" ont débuté vendredi soir à M'sila, avec la participation de plus de 300 pharmaciens et spécialistes.

Cette rencontre de deux jours est organisée par l'agence "Hodna Health Hub", en coordination avec la direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya et l'Ordre des pharmaciens de la région de Sétif.

En marge de l'ouverture du forum, le président du Syndicat national des pharmaciens algériens agréés (SNPAA), Dr Samir Ouali, a déclaré à l'APS que cet événement scientifique "vise à mettre en valeur le rôle et les multiples missions qu'accomplit le pharmacien au sein du système de santé".

Le même intervenant a ajouté que le programme du séminaire comprend des conférences scientifiques, l'organisation d'expositions sur les principaux produits pharmaceutiques, ainsi que la présentation d'idées applicables liées à la "gestion de l'officine", à

"l'amélioration des services", à "la communication avec le patient" et à "l'accompagnement de la transformation numérique et de son impact sur la profession".

Il a également souligné que ce forum "constitue un espace de débat et de prospective sur l'avenir de la profession de pharmacien, à la lumière des mutations accélérées que connaît le secteur", ainsi qu'une "réelle opportunité pour instaurer une tradition professionnelle et scientifique basée sur le dialogue et le travail collectif, afin de devenir une référence pour les pharmaciens et une tribune pour les idées nouvelles au service de la profession".

De son côté, le directeur de la santé et de la population de la wilaya de M'sila, Rabie Mezhoud, a indiqué que cette rencontre "représente une halte scientifique importante et une occasion de renforcer les espaces de dialogue et de connaissances chez les pharmaciens et les professionnels du secteur de la santé".

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

07 dhou el hidja 1447

El Fedjr 03h39	Dohr 12h31	Assar 16h21	Maghreb 19h43	Icha 21h18
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Horaires des prières pour Alger et ses environs

07 dhou el hidja 1447

El Fedjr 03h50	Dohr 12h45	Assar 16h35	Maghreb 19h58	Icha 21h34
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Fait insolite Réseaux sociaux : Le nouveau poison du football algérien

M. Zeggai

Le football algérien traverse, ces derniers temps, une dérive inquiétante qui menace bien plus que les simples rivalités sportives. Un nouveau phénomène, aussi dangereux que destructeur, s'est progressivement installé dans l'environnement de notre sport-roi : celui de la haine virtuelle, des campagnes de dénigrement et des conflits alimentés quotidiennement sur les réseaux sociaux.

Des supporters de clubs populaires, autrefois unis par la passion du football, se livrent désormais à des affrontements verbaux incessants dans un climat devenu toxique. Entre insultes, accusations et provocations, la tension dépasse largement le cadre sportif pour glisser vers une fracture inquiétante du tissu footballistique algérien.

Le plus alarmant reste toutefois le rôle joué par certains pseudo-analystes et pseudo-journalistes qui, à travers des déclarations irresponsables et des informations souvent infondées, alimentent volontairement cette guerre médiatique.

Certains n'hésitent plus à raviver d'anciennes polémiques, salir l'histoire de clubs historiques ou encore attaquer la mémoire de dirigeants aujourd'hui disparus, en remettant sur la table des dossiers liés à leur gestion ou à des conflits du passé. Une situation qui soulève une véritable interrogation : à quoi sert cette division permanente entre les enfants d'un même pays, censés partager un objectif commun, celui de voir le football algérien retrouver sa grandeur et porter haut les couleurs nationales sur la scène internationale ? Au lieu de construire un environnement sain capable de favoriser l'émergence d'un football moderne et compétitif, certains préfèrent installer un climat de suspicion de règlements de comptes permanent. Une atmosphère qui finit inévitablement par contaminer les tribunes, influencer les jeunes générations et détériorer davantage l'image déjà fragile du championnat algérien. Les raisons de ce que beaucoup qualifient désormais de véritable calamité sont nombreuses : absence d'une culture médiatique responsable, manque de professionnalisme de

certaines intervenants, instrumentalisation des réseaux sociaux, recherche effrénée du sensationnel, mais aussi l'échec des différentes instances à imposer des limites claires face aux dérives verbales médiatiques. Aujourd'hui, le football algérien a plus que jamais besoin d'unité, de lucidité et d'un discours responsable. Car, derrière chaque polémique inutile, se sont l'image du sport-roi national, la crédibilité du championnat et l'avenir même de notre football qui se retrouvent fragilisés. A travers ces déclarations, un profond manque de respect envers ceux qui ont servi le football et contribué à écrire son histoire devient de plus en plus visible. Chacun se proclame expert du ballon rond et s'improvise donneur de leçons, souvent sans recul ni légitimité. Aveuglés par les intérêts personnels, le populisme et la recherche de visibilité, certains ont fini par nier la réalité du terrain. Le plus inquiétant reste cette volonté d'induire en erreur les jeunes passionnés, en leur transmettant une vision déformée du football et de ses véritables valeurs. C'est précisément là que réside le véritable danger.

USM Alger Guerre d'influence au sommet



M. Zeggai

Le torchon brûle entre Bilel Nouioua, président du conseil d'administration, et Said Allik, directeur sportif. En effet, en dépit de deux consécrations consécutives, en coupe d'Algérie et en coupe de la CAF, les tensions internes ont refait surface et continuent de secouer la direction de l'USM Alger. En effet, Said Allik a formulé, dans une nouvelle sortie médiatique, une série d'accusations portant sur la gestion sportive du club. Selon notre source, tout a commencé par un accrochage entre les deux responsables autour de l'ouverture des tribunes supérieures du stade du '5 juillet' lors de la finale-aller contre le Zamaïek. Le conflit s'est poursuivi en franchissant un nouveau palier. Selon certaines indis-

crétions, lors d'une réunion du conseil d'administration, Bilel Nouioua aurait découvert que Said Allik avait récupéré l'ensemble des invitations officielles du club, un geste interprété en interne comme une volonté d'affirmer son influence dans la gestion quotidienne de l'équipe. Toujours selon la même source, le malaise s'est également manifesté lors du déplacement en Egypte pour la finale-retour de la coupe de la CAF au Caire à propos de la liste des journalistes autorisés à accompagner la délégation officielle.

Selon les informations en notre possession, Said Allik aurait refusé la présence de plusieurs journalistes. Le directeur technique aurait évoqué également plusieurs décisions qui auraient perturbé le plan initial dont l'échec du

dossier de recrutement du coach sénégalais, Lamine Ndiaye. Le même dirigeant a aussi soulevé la question de la non-qualification de Azzi et Abada, qu'il attribue à des choix administratifs, le recrutement de l'attaquant du MCA, Meziani. En somme, cette sortie médiatique suscite de nombreuses interrogations au sein du club. Plusieurs observateurs y voient une volonté de profiter du sacre continental afin de régler de vieux différends.

Dans l'attente d'une réaction officielle du président du conseil d'administration, toutes les hypothèses demeurent envisageables. L'intervention du propriétaire du club est plus que nécessaire pour mettre fin à cette guerre d'influence et éviter que ces dissensions internes ne perturbent davantage la stabilité du club.

CAN U17- Aujourd'hui à 14h00: Algérie-Tanzanie Un choc attendu pour une place dans le dernier carré

M. Zeggai

L'équipe nationale s'apprête à relever, cet après-midi, un nouveau défi de taille dans la course à la qualification pour le dernier carré de cette compétition continentale. La mission s'annonce, toutefois, pas de tout repos face à la Tanzanie, présentée comme la révélation de ce premier tour. Selon plusieurs observateurs, l'équipe adverse dispose d'un collectif solide et d'individualités de marque, ce qui en fait un adversaire difficile à manier. A cet effet, les Verts, après une journée de repos accordée par le staff technique, ont repris le chemin des entraînements pour préparer cette rencontre comptant pour

les quarts de finale de la CAN U17, prévue aujourd'hui. Auréolés par leur double qualification aux quarts de finale de la CAN et à la Coupe du monde, les nôtres semblent bien armés pour poursuivre leur aventure. Le seul point noir reste l'absence de Yacine Abed, suspendu en raison d'un cumul de cartons. Les Algériens sont conscients de l'importance de ce rendez-vous d'autant plus qu'il s'agit d'un match à élimination directe. Les Verts devront se tenir sur leurs gardes et surveiller de près l'attaquant Saddam Hussein Hamis, sociétaire de la TDS (Tanzania Development Select), l'académie de développement du football tanzanien. Avec

lui, on citera Razaki Juma Mbegeli, un milieu de terrain, qui fait partie des jeunes talents prometteurs du football est-africain, identifié comme l'un des maillons forts de la relève tanzanienne. C'est l'indécision qui plane autour de cette confrontation où la gestion du match et la notion des duels seront déterminantes. Les deux sélections partent à chances égales avec peut-être un avantage pour nos représentants qui semblent bien armés pour composer leur billet pour le carré d'as. A noter qu'en cas de qualification, l'équipe nationale affrontera en demi-finale le vainqueur de l'autre quart de finale entre la Côte d'Ivoire et l'Egypte.

Ligue 1 Programme de la 30^e journée et les matchs en retard dévoilés

La Ligue de football professionnel a dévoilé la nouvelle programmation des matchs en retard de l'USM Alger ainsi que celle de la 30^e et dernière journée de ce championnat. Selon le programme publié par l'instance dirigeante, l'USMA disputera d'abord son match en retard de la 26^e journée face au CR Belouizdad, le 2 juin au stade du 5-Juillet d'Alger à partir de 20h 00.

Les «Rouge et Noir» enchaîneront ensuite avec leur dernier match en retard, comptant pour la 28^e journée, contre l'ES Ben Aknoun. Cette rencontre est programmée le 4 juin au stade du 20-Août 1955 d'Alger à 17h 00. La LFP a également arrêté le programme de la 30^e et ultime journée du championnat, prévue les 5 et 6 juin. Le MC Alger, déjà sacré

champion 2026, se déplacera à Chlef pour affronter l'ASO vendredi à 18h 30, alors que son dauphin, la JS Saoura recevra le CS Constantine au stade du 20-Août 1955 de Béchar le même jour à 20h 00. De son côté, le CR Belouizdad (3^e, 48 pts), ira défier la JS Kabylie (6^e, 44 pts), le même jour à 20h 00 au stade Hocine Aït Ahmed de Tizi Ouzou. Par ailleurs, plusieurs rencontres se joueront vendredi à 17h 00, notamment ES Mostaganem- MC El-Bayadh, USM Khenchela - MB Rouissat, Paradou AC - ES Sétif. Pour sa part, l'USM Alger clôturera sa saison par un déplacement à Oran pour y affronter le MC Oran, samedi 6 juin à 18h 00 au stade Miloud-Hadefi.

Programme de la 30 ^e journée	
Vendredi 5 juin à 17h00	
ES Mostaganem	MC El-Bayadh
USM Khenchela	MB Rouissat
Paradou AC	ES Sétif
MC Alger	ASO Chlef (18h30)
JS Kabylie	CR Belouizdad (20h00)
JS Saoura	CS Constantine (20h00)
Samedi 6 juin	
ES Ben Aknoun	Olympique Akbou (17h00)
MC Oran	USM Alger (18h00).

La vie des clubs CR Témouchent : Le Chabab honore la mémoire de Sikki

Dans un geste empreint d'émotion et de fidélité à l'histoire du club, le bouclier de l'accession du CR Témouchent a été présenté sur la tombe du regretté Omar Oussiaf, surnommé «Sikki», considéré comme le père spirituel du club. Cette initiative symbolique a été conçue comme une démarche pleine de reconnaissance envers Sikki. Un moment fort en émotion, illustrant parfaitement l'attachement du Chabab à la mémoire du regretté Sikki, ancien international des années 60 joueur emblématique du football algérien.

• **Paradou AC:**
Aït Djoudi pointe l'absence de la VAR et l'arbitrage

L'entraîneur du Paradou AC, Azzedine Aït Djoudi, a pointé du doigt l'arbitrage qu'il juge défavorable à son équipe, allant jusqu'à évoquer une possible relégation «programmée». Le coach en question a affirmé que son club avait été victime de «nombreuses erreurs arbitrales grossières», ainsi que l'absence de la VAR lors de certaines rencontres disputées par le PAC.

• **ES Sétif:**
Farid Mellali n'a pas démissionné

Contrairement aux rumeurs relayées ces dernières heures à propos de la démission de Farid Mellouli, les informations relatives au départ du nouveau directeur sportif de l'ESS ne seraient que de simples spéculations alimentées sur les réseaux sociaux. En l'absence de tout communiqué officiel de la direction confirmant ces allégations, les informations évoquant le retrait de Farid Mellouli restent donc considérées comme infondées.

R. S.



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME, DE LA VILLE ET DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE

AGENCE NATIONALE DE L'AMÉLIORATION ET DU DÉVELOPPEMENT DU LOGEMENT
Lotissement Saïd Hamdine Bir Mourad Rais – ALGER
N° Identification fiscale : 000016001405697

A. A. D. L.
**PROGRAMME DE LOGEMENTS LOCATION-VENTE
CONCOURS NATIONAL D'ARCHITECTURE RESTREINT
(MAÎTRISE D'ŒUVRE)**

ÉTUDE ET SUIVI DE LA RÉALISATION DES 1400/2100 LOGEMENTS LOCATION-VENTE EN TCE AVEC LOCAUX À USAGE COMMERCIAL, PROFESSIONNEL ET CONCIERGERIES Y COMPRIS LES TRAVAUX DE VIABILISATION SIS AU SITE 05, AU POLE URBAIN AHMED ZABANA, COMMUNE DE MESSERGHINE, DAIRA DE BOUTLELIS, WILAYA D'ORAN
AADL 03 « TRANCHE 300 000 LOGEMENTS »
ZONE 01
N° 37/ 26 /-AADL-ORAN

En application aux dispositions de la Loi n° 12-23 du 18 Moharram 1445 correspondant au 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et l'article 42, 47 et 48 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public L'AGENCENATIONALE DE L'AMÉLIORATION ET DU DÉVELOPPEMENT DU LOGEMENT «AADL» - Direction Régionale D'ORAN lance un Concours National d'Architecture restreint (Maîtrise d'œuvre) pour ÉTUDE ET SUIVI DE LA RÉALISATION DES 1400/2100 LOGEMENTS LOCATION-VENTE EN TCE AVEC LOCAUX À USAGE COMMERCIAL, PROFESSIONNEL ET CONCIERGERIES Y COMPRIS LES TRAVAUX DE VIABILISATION SIS AU SITE 05, AU POLE URBAIN AHMED ZABANA, COMMUNE DE MESSERGHINE, DAIRA DE BOUTLELIS, WILAYA D'ORAN.

Le présent concours national d'architecture restreint (maîtrise d'œuvre), s'adresse aux architectes et aux bureaux d'études nationaux inscrits dans le tableau national de l'ordre des architectes et en possession d'un agrément en cours de validité, justifiant des capacités techniques, professionnelles et financières suivantes :

A. Capacité professionnelle :

1)CAS DE SOUMISSIONNAIRE SEUL :

a. Capacités professionnelles

-Une copie de l'agrément de l'année en cours, délivré par l'ordre national des architectes.

b. Capacité financière :

Les candidats ou soumissionnaires ayant un chiffre d'affaires égal ou supérieur à 30 000 000,00DA.

Il s'agit du chiffre d'affaires cumulé des cinq (05) meilleurs bilans des six (06) dernières années des (2020, 2021, 2022, 2023, 2024 ou 2025 éventuellement), justifié par les déclarations des impôts forfaitaires uniques ou des bilans financiers visés par les services des impôts, ou par le certificat d'existence C20 délivrés et visés par les services des impôts.

c. Capacités techniques :

- Références professionnelles :

- Ayant déjà assuré la mission d'étude et de suivi, d'au moins :
 - Un cumul de 750 logements en TCE en prenant en considération les projets minimum de 200 logements en TCE.
 - Ou un projet d'équipement classé à la catégorie « C ».
 - Et deux (02) projets d'équipement classés à la catégorie « B ».

Les références professionnelles sont à justifier par des attestations de bonne exécution ou d'exécution des projets réceptionnés contenant :

- L'intitulé et la catégorie du projet
- Le montant du projet
- La date de réception provisoire ou définitive.

Délivrées par : des maîtres d'ouvrage publics.

Les promoteurs ou opérateurs privés ayant réalisés des logements ou équipement sont tenus de présenter des attestations délivrées par les Directions de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction, ou de la Direction du logement, justifiant la mission étude et suivi (logements ou équipement) des projets réalisés conformément à la réglementation en vigueur.

Ces attestations doivent contenir obligatoirement les informations suivantes :

- L'intitulé et la catégorie du projet
- La référence et la date du permis de construire.
- Certificat de conformité
- Le montant du projet (déclaré par l'opérateur sur le devis joint à la demande du permis de construire)

- Moyens humains :

Disposant au minimum le personnel suivant :

- UN (01) Chef de projet : Architectes ou ingénieurs ou master dans le domaine de bâtiment ayant une expérience égale ou supérieure à 04 ans.
- UN (01) Architecte ou ingénieur ou master en bâtiment ayant une expérience minimum de 03 ans.

Justifiés par : les diplômes, attestation d'affiliation CNAS, CASNOS et fiche carrière, Contrat ANEM.

NB :

Les capacités des sous-traitants sont aussi prises en considération à la condition d'existence entre le candidat et les sous-traitants, ingénieurs agréés, bureaux d'études techniques unidisciplinaires ou pluridisciplinaires, de relation juridique sous forme de contrat notarié.

- Moyens matériels :

Disposant au minimum les moyens matériels suivants :

- Deux (02) micro-ordinateurs
- Deux (02) imprimantes
- Deux (02) véhicules automobiles

Justifiés par les pièces suivantes :

- Carte grise et police d'assurances en cours de validité pour le véhicule automobile.
- Procès-verbal de constat établi par un huissier de justice justifiant la propriété du matériel et ces références Appuyé par facture d'achat ou un acte de vente notarié, le cas échéant, daté de Six (06) mois maximum à la date d'ouverture des plis pour le matériel non roulant.

2)CAS DE SOUMISSION EN GROUPEMENT :

Pour justifier de l'éligibilité du soumissionnaire en groupement solidaire d'architectes et/ou de bureaux d'études, il sera tenu compte des capacités de l'ensemble des membres du groupement. A ce titre, les membres du groupement ne sont pas tenus de justifier individuellement de l'ensemble des capacités exigées, dans le cahier des charges, mais chaque membre doit présenter un agrément valide. Le groupement doit être impérativement solidaire.

Conformément aux articles 57, 77 et 81 du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le soumissionnaire ne peut participer qu'une seule fois au sein d'un groupement à l'occasion des différents appels à la concurrence des programmes de logement location-vente AADL 3 (300 000 logts tranche 2026), faute de quoi les groupements concernés par la participation d'un soumissionnaire au sein de plus d'un groupement seront écartés.

Nb.

- Si l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfaite, l'offre sera éliminée systématiquement.
- Le dossier de candidature ne fera pas l'objet d'un complément de dossier.
- Les moyens humains et matériels ayant servi à l'éligibilité du soumissionnaire ne sont pas sujets à notation lors de l'évaluation technique.

- Les moyens humains ayant été utilisé dans un autre projet location-vente en cours, ou un projet objet d'appel d'offres (concours) AADL3 ; ne peuvent être pris en compte au présent concours.

Le cahier des charges du concours sera retiré contre le paiement de la somme de Vingt Cinq Mille Dinars (25.000 DA) non remboursable représentant les frais de reproduction auprès de la banque CPA : N°004 00416401002754607, par ordre de versement délivré à :

AADL de l'Agence Régionale d'Oran

Sis à Bloc n°23 cite 1377 logts USTO Bir EL Djir , Oran.

Le cahier des charges doit être retiré par le candidat ou le soumissionnaire ou leurs représentants désignés à cet effet, dans le cas d'un groupement momentané, le cahier des charges doit être retiré par le mandataire ou son représentant désigné à cet effet, sauf stipulation contraires dans la convention de groupement.

Seuls les candidats qui auront retiré le cahier des charges, sont autorisés à participer au concours national d'architecture restreint.

Conformément à l'article 67 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics, Les candidats intéressés par le présent concours national d'architecture restreint (maîtrise d'œuvre) pour l'étude et suivi sont invités à remettre le dossier de candidature inséré dans une enveloppe cachetée, qui comprend :

- 1- Une déclaration de candidature selon modèle ci-joint, remplie, datée, signée par le soumissionnaire et portant son cachet ;
- 2- Une déclaration de probité ; selon modèle ci-joint, remplie, datée, signée par le soumissionnaire et portant son cachet ;
- 3- Une déclaration de sous-traitance ; selon modèle ci-joint, remplie, datée, signée par le soumissionnaire et portant son cachet ;
- 4- Une copie du statut pour les personnes morales ;
- 5- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, conformément aux conditions d'éligibilité contenues dans l'article 03 du présent cahier des charges.
- 6- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager le soumissionnaire.

Cette enveloppe est mise dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention citée ci-dessus :

A Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale AADL Oran
« Concours National d'Architecture Restreint N°...../.....
Maîtrise d'œuvre de

**« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture
des plis et d'évaluation des offres »**

L'offre doit être déposée dans les délais requis à l'adresse ci-après :

La Direction de l'Agence Régionale AADL d'ORAN

Le Secrétariat Régional 6ème étage

Sis au BLOC N° 23 cite 1377 logts -USTO - BIR EL DJIR -ORAN

La durée de préparation des offres est fixée ci-dessous à compter de la date de la première publication du concours, dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou la presse écrite ou la presse électronique ou portail électronique des marchés publics, selon les phases suivantes :

- **10 jours pour le dossier de candidature** ; les candidats sont invités dans une première phase à remettre uniquement les plis des dossiers de candidature.

NB : Le dossier de candidature ne fera pas l'objet d'un complément de dossier.

- **21 jours pour l'offre technique, prestations et financière** ; Les candidats présélectionnés, seront invités par voie de presse écrite et électronique et BOMOP et portail électronique à remettre leurs offres techniques, de prestations et financières.

La date et l'heure limite de dépôt des dossiers candidatures correspondent au dernier jour de la durée de leur préparation, soit le **Dixième jour (10)** au plus tard à **12h00** (heure limite) à compter de la 1ère parution dans la presse écrite ou électronique ou BOMOP ou portail électronique.

Si le jour de dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le dépôt des offres se fera le jour ouvrable suivant.

L'ouverture des dossiers de candidature intervient à la date et à l'heure du dernier jour du délai de préparation des offres y afférent, à **13 h00**.

Le service contractant invite l'ensemble des soumissionnaires à participer à la séance d'ouverture des dossiers de candidature, préalablement informés dans l'avis du concours national.

La durée de validité de l'offre est de **Quatre-vingt-dix (90) jours** augmenté de la durée de préparation des offres, à compter de la date de séance d'ouverture des plis.

**LE DIRECTEUR REGIONAL
AADL ORAN**

Foot

Changer de nationalité, choix compliqué pour les joueurs, long travail pour les sélectionneurs

Convaincre un binational d'intégrer une sélection constitue le plus souvent un travail de longue haleine pour les sélectionneurs mais aussi un choix compliqué pour les joueurs, même si l'échéance de la Coupe du monde et l'aménagement des règles de la Fifa en la matière ont grandement facilité le processus.

Depuis plusieurs années, de plus en plus de joueurs tourmentent le dos aux grandes sélections européennes pour rejoindre le pays d'origine de leurs parents. Un phénomène amplifié par un assouplissement dans la réglementation opéré par la Fifa depuis 2003, qui autorise les joueurs ayant évolué en catégorie de jeunes avec un pays à changer de nationalité sportive. La dernière mise à jour effectuée en 2020 stipule notamment que les joueurs ayant déjà évolué en A avec une équipe nationale peuvent changer de sélection s'ils n'ont pas encore participé à une phase finale de grande compétition (Coupe du monde, Euro, Copa America, CAN).

210 joueurs ont ainsi obtenu un changement de nationalité sportive depuis 2025 selon la plateforme de recensement mise en place par la Fifa.

Ce choix est souvent difficile à faire pour un joueur binational, qui doit trancher entre son pays de naissance et le pays d'origine de sa famille. Mais



la motivation peut être suscitée par l'envie de jouer de grandes compétitions. Tirailé de longs mois entre les Bleus et le Maroc, la pépite lilloise Ayyoub Bouaddi, 18 ans, a ainsi fait le choix des Lions de l'Atlas, le pays d'origine de ses deux parents. Aligné dix fois avec l'équipe de France Espoirs, il a préféré le Maroc notamment pour pouvoir participer à la Coupe du monde (11 juin - 19 juillet).

Cette compétition, l'objectif ultime pour un joueur professionnel, a permis de convaincre bon nombre de joueurs, à l'image par exemple de l'attaquant franco-haïtien de l'AJ Auxerre

Josué Casimir qui représente Haïti (six sélections).

«CHOIX DU COEUR»

«C'est une grande joie pour moi de servir ainsi le pays de mes parents et de leur faire ainsi honneur. Le choix s'est fait assez naturellement et il m'offrait aussi une possibilité d'aller au Mondial», a-t-il expliqué auprès de l'AFP. Pour le fils de la légende française Zinédine Zidane, Luca, le choix s'est porté en octobre dernier sur l'Algérie, le pays de ses grands-parents paternels. Présent dans les équipes jeunes de la France sans jamais être

proche des Bleus, le gardien, qui a principalement évolué en D2 espagnole, a fait ce choix quelques mois avant la CAN et le Mondial. Touché à la mâchoire, sa participation est toutefois remise en cause.

En mal de solution offensive, le sélectionneur de la Belgique Rudi Garcia a lui réussi à convaincre Matias Fernandez-Pardo de rejoindre les Diables Rouges.

L'attaquant de Lille, sélectionné plusieurs fois avec les Espoirs espagnols, verra aussi le Mondial avec la nationalité sportive belge. Le travail d'un sélectionneur et de son staff est donc un savant mélange de recherches de

joueurs, de longues discussions avec les entourages et les familles et enfin de supervision.

«A LA PÊCHE AUX RENSEIGNEMENTS»

C'est le cas de Sébastien Migné, le sélectionneur d'Haïti: en deux ans, il a «pris (son) bâton de pèlerin pour convaincre des binationaux de rejoindre l'aventure». «Il faut partir à la pêche aux renseignements, trouver des joueurs aux ascendances haïtiennes puis les +scouter+ à travers des plateformes. On a besoin aussi de suivre les matches pour voir si leur profil correspond à notre projet de jeu», explique-t-il à l'AFP.

Pour les joueurs, il peut également s'agir d'un choix du cœur, comme pour Achraf Hakimi, né à Madrid mais qui a opté pour le Maroc: «J'ai tenté l'expérience (avec l'Espagne), mais je ne me sentais pas à l'aise», a raconté l'actuel capitaine du Maroc.

Dans le sens inverse, l'autre cas emblématique est celui de Lamine Yamal, le phénomène du football mondial âgé de 18 ans, qui aurait pu jouer pour le Maroc, le pays de son père, mais a choisi l'Espagne. «Je sais qu'il a reçu un appel du Maroc et que c'était une décision difficile pour lui. J'ai essayé de présenter à la famille le projet présent et futur que nous avions avec lui. Ça a marché et il a compris qu'il voulait représenter l'Espagne», racontait en avril 2025 à l'AFP Francis Hernandez, l'ancien directeur sportif des catégories jeunes de la Fédération espagnole. Le reste appartient à l'histoire: débuts avec la Roja à 16 ans et champion d'Europe à peine âgé de 17 ans.

Publicité

EPE/SPA Société Holding AGRODIV
Filiale Céréales Ouest FCO
63 ; Avenue Aïssat Idrissi Sidi Bel Abbès
FAX : (048) 69-80-76 ; TEL : (048) 69-81-37
Capital social : 1.700.000.000,00 DA
NIF : 099922002223856

Agr div

الشركة القابضة اقروديف
الشركة التابعة جنوب الغرب
سيدي بلعباس

RC : 9980022238-22/00
NIS : 098222010012257

FILIALE CEREALES OUEST

Au capital social de 1.700.000.000 DA

AVIS D'ANNULATION DE LA CONSULTATION

CONSULTATION N°01/2026

La FILIALE CÉRÉALES OUEST de la SOCIÉTÉ HOLDING AGRODIV informe l'ensemble des soumissionnaires que la consultation n°01/2026 relative à l'étude et de suivi de construction d'un bâtiment en charpente métallique destiné à abriter une minoterie de 1000 qx/jour au niveau de la zone industrielle d'Adrar., paru dans *El Khabar* et *Le Quotidien d'Oran* le 05-02-2026, ainsi qu'au BOMOP, a été annulée.

ANEP N° 2631100474 Le Quotidien d'Oran 24/05/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DE L'ECONOMIE DE LA CONNAISSANCE, DES START-UP ET DES MICRO-ENTREPRISES

AGENCE NATIONALE DE GESTION DU MICRO CREDIT
ANTENNE REGIONALE DE TIARET
IDENTIFICATION FISCALE N° : 1400005154545000000



AVIS D'INFRUCTUOSITE

Conformément aux dispositions de la loi n° 23-12 du 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et Conformément aux dispositions de l'article 40 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'antenne Régionale de Tiaret, de l'Agence Nationale de Gestion du Micro Crédit, informe les soumissionnaires ayant participé à la consultation nationale n°02/2026 du 05/04/2026 « l'acquisition matériels informatiques réparti en quatre (04) lots », que la consultation a été déclarée infructueuse pour le motif suivant : Le montant des offres a dépassé l'enveloppe financière.

ANEP N° 2631100478 Le Quotidien d'Oran 24/05/2026

APARTEMENTS

■ Vends F3 haut stand, 90 m², Millénum + F6 CSDB 210 m², au 1^{er}, avec gde cour, situé au C/V rue Mostaganem + Terrain 100 m², double façade à Les Palmiers + terrain 150 m² avec fondations à Belgaïd + Local 35 m² à Miramar + F4 105 m² au 3^e rue de la Paix C/V + Terrain 90 m² à Coralès, pieds dans l'eau. Cabinet imm VICTORIA 4 rue Med Khemisti, en face CPA Oran - Tél : 0557.87.64.93/ 0551.96.22.44

LOCAUX

■ Loue à Oran open space, 4 niveaux, 150 m², rdc, 200 m² par niveau emplacement avec parking et vue très dégagée. Idéal pour toute activité commerciale - Bureaux - siège gde entreprise. Tél : 0658.43.71.66

EMPLOIS

■ Clinique d'ophtalmologie recrute 1 médecin ophtalmologue - 1 Optométriste, 1- agent de sécurité. Envoyer CV (mail) cliniquophotoran@gmail.com - Tél : 0782.63.37.72

DIVERS

■ A louer licence de café à Oran - Tél : 0774.16.01.34

PENSÉE

Quatorze années se sont écoulées depuis ce jour funeste du 24 mai 2012 où nous avons perdu notre chère et inoubliable épouse, mère, sœur et grand-mère

Madame BENZAÏT Zoubida née SEDJRARI

Cette date demeure à jamais gravée dans nos cœurs comme un jour de profonde tristesse. Tu étais une mère modèle de bonté et de générosité. Son époux, ses enfants (Habib, Bahria Nawel, Fatima-Zohra, sa belle fille Aïcha, ses frères et sœurs ainsi que ses petits-enfants demandent à tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. Nous prions Dieu le Tout-Puissant de l'accueillir dans Son Vaste Paradis et de lui accorder la paix éternelle. Les familles BENZAÏT et SEDJRARI



USINE À ORAN VEND

1 Tonnage de papier OFFSET 60 Grs Format 65/100

1 Lot de chute papier OFFSET & cartonnette

Tél : 0663.86.97.09

Don de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie



التبرع بالدم الجزائر
أنقذ حياة بقطرة دم

2

20.10 Une belle équipe



A Clourrières, petite ville du Nord de la France, l'équipe de football, qui vient de fêter ses 90 ans, est une attraction locale. Entraînée par Marco (Kad Merad), ancien joueur, l'équipe connaît un sérieux revers après une série de bagarres auxquelles elle est liée. Une nouvelle rixe provoque en effet la suspension de l'équipe jusqu'à la fin de la saison. Marco est désespéré. C'est alors que sa fille Léa (Myra Tiliann) lui propose de monter une équipe féminine. D'abord réticent, Marco finit par accepter pour sauver le club.

3

20.10 Vanina : Meurtres en Sicile



Saison 2 - Episode 1 / 4 : L'homme du port
Le cadavre d'un homme est découvert dans la grotte d'une rivière souterraine utilisée comme salle de bar. Vincenzo La Barbera, professeur de philosophie, venait d'une famille extrêmement riche, mais avait renoncé à son héritage et vivait sur un vieux voilier amarré au port. La Barbera était un idéaliste, mais surtout, c'était un courageux militant qui luttait contre le trafic de drogue....

4

20.00 Ring (Variations de couple)



De la première rencontre à la dernière rupture, seize rounds amoureux oscillent nerveusement entre rire et drame. Amants, parents, étrangers, divorcés, veufs, maris et femmes se débattent avec leurs pulsions, leurs éducations, leurs idéaux. D'une étincelle se propage un feu, d'un malentendu éclate une guerre, malgré les efforts surhumains de chacun pour aimer l'autre et s'aimer soi-même.

5

arte

TMC

08.15 Les plus belles comptines d'Okoo
08.20 T'es où Chicky ?
08.30 Silence, ça pousse !
09.25 Echappées belles
11.00 Une maison, un(e) artiste
11.35 C à vous
13.40 Du charbon dans les veines
15.04 Imprévus
16.25 Libération(s), dans la joie et la douleur
17.20 Réflexe !
17.30 En société
19.00 C politique
20.05 Georges Pompidou, la cruauté du pouvoir

08.15 Soufis, les mystiques du Nil
09.00 Cuisines des terroirs
09.30 Les prédateurs de la Grande Barrière de corail
10.15 Kimberley, le Grand Ouest sauvage australien
12.30 Le bossu
14.15 La panthère
15.45 Rivière Mara, quand les sabots se taisent : Le berceau de la savane
16.45 Michel-Ange, scandale à la chapelle Sixtine
17.40 Monteverdi et Le Caravage à la Galerie Borghèse de Rome
18.30 Karambolage
18.45 Arte journal
19.05 Barbra Streisand, naissance d'une diva

08.45 La dog Académie
10.57 Petits plats en équilibre
11.00 Animaux à adopter



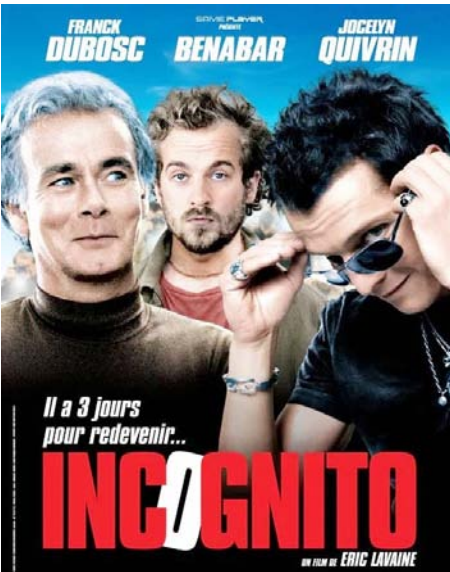
20.10 Petits plats en équilibre
20.15 Esprits criminels



CANAL+ CINEMA 20.00

REGARDE

Acteur: Audrey Fleurot (Chris), Dany Boon (Antoine), Ewan Bourdelles (Milo), Nicolas Marié (Papichou), Amalia Blasco (Nina),... Chris (Audrey Fleurot) et Antoine (Dany Boon) sont divorcés. Leur fils (Ewan Bourdelles) étant atteint d'une maladie causant la cécité, ils vont devoir surmonter leurs rancœurs pour lui offrir un dernier voyage inoubliable...



CINE+ family 19.50

INCOGNITO

Lucas, Thomas et La Glue jouent dans les bars. Après un concert raté, ils décident de se séparer, et chacun part de son côté. Lucas fait alors la connaissance de Francis, un mime. Dix ans plus tard, Francis squatte toujours chez Lucas, quand celui-ci retrouve un carnet de chansons écrites par Thomas. Grâce aux textes de son ami, dont il n'a aucune nouvelle, il rencontre un succès énorme. Il s'achète une magnifique maison et s'y installe avec sa petite amie et Francis. Mais un jour, Thomas revient d'Inde...



arte 20.05

MISSISSIPPI BURNING

Alors qu'ils roulent sur une autoroute déserte, 3 activistes des Droits Civiques aperçoivent, dans leur rétroviseurs, des phares qui se rapprochent dangereusement. À cet instant, ils ignorent encore qu'ils disparaîtront à tout jamais dans la nuit. Ces meurtres marquent le début de l'une des enquêtes les plus explosives de l'histoire, menée par deux agents du FBI qui vont devoir faire face à une explosion de violence raciale...

TÉLÉVISION

TF1

20.10 Valérian et la cité des mille planètes



09.05 Automoto
09.55 Ma maison de A à Z
10.00 Téléfoot
10.50 Les douze coups de midi
11.50 Petits plats en équilibre
11.55 Météo
12.00 JT 13h
12.40 Grands reportages
15.10 Les Docs du week-end
16.20 Sept à huit Life
17.10 Sept à huit
18.50 Ma maison de A à Z
18.55 Météo
19.00 JT 20h
19.45 Le goût du détail
22.45 Shazam !

6

20.10 Zone interdite



09.25 Turbo
11.40 Météo
11.45 Le 12.45
12.25 Un jour, un doc week-end
16.10 66 minutes



18.45 Le 19.45
19.10 Le 2010, Anne-Sophie Lapix
19.40 E=M6
20.10 Zone interdite
22.15 Enquête exclusive

Depuis 14 ans, les deux pandas Yuan Zi et Huan Huan font les beaux jours du ZooParc de Beauval. Mais ces animaux, prêtés par la Chine en 2012, doivent rentrer au pays pour une retraite bien méritée. Objets de toutes les attentions diplomatiques entre la France et la Chine, les deux ursidés sont devenus un maillon des relations franco-chinoises. Le voyage d'un panda n'a jamais rien d'anodin. Pour l'occasion, le zoo est entièrement mobilisé : invités de marque, cortège officiel jusqu'à l'aéroport...

CANAL+

11.22 Un petit Clique en+
14.45 En aparté
12.22 Y a-t-il un flic pour sauver le monde ?
13.46 L'hebd'Hollywood
14.33 The Multiplex
15.32 The Multiplex
16.00 Football : Premier League
17.55 The Multiplex
17.59 Canal Football Club
19.54 La grille
20.56 Plateau sports mécaniques

19h54 La grille - Grand Prix du Canada



PLANETE +

TFX

W9

08.24 American Pickers, la brocante made in USA
11.30 On a volé la Joconde !
12.45 Notre Histoire de France
14.39 Ingénieurs de l'Antiquité
16.28 Vikings, les premiers rois
18.22 American Pickers, la brocante made in USA
19.55 Ingénieurs de l'Antiquité
21.47 Mystérieux objets



08.05 Cleaners les experts du ménage



11.45 Friends
18.31 Petits plats en équilibre
18.35 Friends



08.10 Génération Hit machine

09.10 Fréquentstar
11.20 100% poker
11.50 Desperate Housewives



15.30 La petite histoire de France



20.10 Eiffel
22.10 La cité de la peur

Plusieurs localités touchées dans des raids aériens sionistes au Liban



Des avions de guerre sionistes ont mené vendredi une série de raids aériens dans le sud du Liban, ciblant plusieurs zones résidentielles, a rapporté l'agence de presse libanaise ANI.

Selon l'ANI, dans le quartier de Kassar-Zaatar, situé à Nabatiyeh, un immeuble résidentiel a été pris pour cible et entièrement détruit à la suite d'un bombardement sioniste. D'autres frappes aériennes ont été signalées dans plusieurs villages de la région, notamment El-Mansouri, Majdal-Zoun et Qo-leileh. Le ministère libanais de la Santé a annoncé vendredi que le bilan de l'agression sioniste contre le Liban s'élève désormais à 3.111 martyrs et 9.432 blessés depuis le 2 mars.

L'entité sioniste poursuit ses attaques contre le sud du Liban, en violation du cessez-le-feu entré en vigueur le 17 avril pour une durée de dix jours et qui a ensuite été prolongé de trois semaines.

Echec des discussions à l'ONU sur la non prolifération nucléaire



Après des semaines de négociations, les pays signataires du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) n'ont une nouvelle fois pas réussi à s'entendre sur les priorités pour les années à venir, malgré les craintes d'une nouvelle course à l'arme atomique. Après de multiples révisions d'un projet de déclaration déjà jugée faible au départ par les partisans du désarmement, le président de la 11e conférence d'examen de ce traité considéré comme une pierre angulaire de la non-prolifération a jeté l'éponge, renonçant à présenter le texte à l'adoption. «J'ai présenté quatre versions du projet de document final, toutes révisées méticuleusement en suivant les souhaits des Etats partie», a déclaré le Vietnamiens Do Hung Viet, exprimant sa «profonde déception». Alors que les cinq grandes puissances nucléaires signataires (Etats-Unis, Chine, Russie, Royaume-Uni, France) ont été accusées d'avoir fait pression pendant les négociations, tout le monde n'est pas d'accord avec son analyse d'un objectif commun.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Au moins 90 morts dans un coup de grisou en Chine



Au moins 90 mineurs sont morts dans un coup de grisou dans le nord-est de la Chine, l'accident minier le plus meurtrier en 17 ans dans le pays, selon le dernier bilan publié samedi.

247 mineurs se trouvaient sous terre dans la mine de charbon de Liushenyu lorsque l'explosion s'est produite vendredi,

précise l'agence de presse officielle Chine nouvelle.

La plupart avaient pu être secourus samedi matin, mais au moins 90 personnes sont mortes, a indiqué la même source, sans préciser s'il restait des disparus. Un précédent bilan faisait état de 8 morts et de dizaines de personnes coincées dans la mine. Les services d'urgence

ont déployé 345 personnes sur le site, où se trouvent des secouristes casqués portant des brancards et de multiples ambulances, selon les images diffusées par la télévision d'Etat. Cette mine est située à 500 kilomètres au sud-ouest de Pékin, dans la province du Shanxi, haut lieu de l'exploitation charbonnière en Chine.

Trois nouveaux cas du virus d'Ebola en Ouganda

Trois nouveaux cas du virus Ebola ont été confirmés samedi en Ouganda, selon les autorités sanitaires de ce pays voisin de la République démocratique du Congo (RDC), épicentre de l'épidémie qui y représente désormais un risque «très élevé» pour la santé publique, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

L'Ouganda, qui a suspendu jeudi tous les transports publics à destination de la RDC, avait confirmé le 15 mai la présence d'Ebola sur son territoire après la découverte de deux cas, dont un est décédé. «Trois nouveaux cas ont été confirmés dans le pays, ce qui porte le nombre total à cinq», selon un communiqué du ministère de la Santé ougandais diffusé samedi. D'après les autorités sanitaires, les malades sont «un chauffeur ougandais qui transportait le premier cas confirmé dans le pays», ainsi qu'une «professionnelle de santé qui a été contaminée lors de soins» prodigués sur cette même personne. Ces deux personnes sont actuellement sous traitement.

Le dernier cas est une Congolaise arrivée en Ouganda par avion.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LA ROUTE ET RADIOSCOPIE DES MENTALITÉS

indicateur ne parfait aussi largement le réel modèle d'un vivre ensemble avec ses tares et ses bienfaits. Elle offre une radioscopie des mentalités où se croisent le bon et le mauvais et où se décèle le niveau de culture et de savoir-vivre d'un pays.

Le nouveau code de la route ne devrait être qu'un appoint juxtaposant des règles législatives avec des incidents courants pour situer les responsabilités. Le vrai code, celui de la conduite humaine doit être dans les comportements et doit sa

présence dans les esprits de chacun. En plus d'être un signe de civilité, il est témoignage d'une dignité et d'une morale sans faille pour l'individu pour qu'il mérite la place que lui offre la communauté.

Pour le moment, la sévérité et la pénalité ne peuvent se détacher d'une première priorité. La remise en bon ordre du pays, longtemps victime de traumatismes lourds, n'est pas une œuvre facile.

Elle est d'autant plus compliquée que le nouveau code de la route doit se frayer un chemin entre les complexités économiques et sociales d'un monde totalement bouleversé. Car l'ère actuelle ne perturbe pas seulement la prise des circuits routiers par chacun. Il lui arrive souvent de perturber aussi la manière d'être et de conduire la vie.

Fuite chimique en Californie, environ 40.000 personnes évacuées



Environ 40.000 personnes ont reçu vendredi l'ordre d'évacuer leur domicile en Californie en raison d'une fuite d'un réservoir de produit chimique qui pourrait provoquer une explosion et envoyer des fumées toxiques au-dessus d'une vaste zone habitée. Une citerne de 26.000 litres de méthacrylate de méthyle, un produit chimique liquide et inflammable utilisé pour la fabrication du plastique, présente une fuite dans une localité du comté d'Orange, dans la banlieue sud de Los Angeles. Cette situation pourrait provoquer une importante pollution chimique au sol, ou bien déclencher une explosion, a expliqué un responsable des pompiers.

L'ordre d'évacuation concerne environ 40.000 personnes et des milliers refusent de partir, a affirmé Amir El-Farra, le chef de la police de Garden Grove, la localité où se déroule l'accident.

Aucun blessé n'a été signalé pour l'instant par les autorités, qui n'ont pas communiqué sur l'origine de la fuite.